

## 6. LES IMPASSES DU DÉVELOPPEMENT COLONIAL

[Pierre Brocheux](#), [Daniel Hémerly](#)

La Découverte | « TAP / HIST Contemporaine »

2001 | pages 245 à 274

ISBN 2707134120

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/indochine-la-colonisation-ambigue---page-245.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

## Les impasses du développement colonial

Composante particulièrement rentable et profitable de la régulation coloniale du capitalisme français, la nouvelle économie indochinoise affronte dans la conjoncture des années trente, au terme d'une phase de croissance brillante, une redoutable problématique historique. Puissant facteur, mais pas le seul, du sous-développement des sociétés paysannes de la péninsule, le développement colonial n'offre finalement pas d'alternative à leur grave déstabilisation ; alors qu'il est frappé de plein fouet par la crise de l'économie mondiale, sa logique profonde lui interdit toute autre issue que celle d'une simple modernisation de ses structures, tout passage à un autre régime d'accumulation.

### **Les sociétés colonisées : démographie, production, échanges**

Il est encore bien difficile de dresser un bilan quelque peu assuré de l'évolution économique et démographique des sociétés colonisées de l'Indochine. Nombre d'auteurs<sup>1</sup> ont caractérisé cette évolution par le concept d'économie duale dans le but de souligner l'opposition entre le « secteur moderne », capitaliste, exportateur, dynamique, des zones industrielles, minières, portuaires ou des plantations, et l'économie « traditionnelle » de la petite riziculture familiale irriguée et autoconsommatoire, dominante dans les deltas vietnamiens ainsi que dans les plaines laotiennes et cambodgiennes – où elle fonctionne sans hydraulique artificielle, avec le simple complément des cultures sur berges et des pêcheries –, ou encore de l'agriculture itinérante sur brûlis combinée à la chasse-cueillette que pratiquent les minorités montagnardes. D'autres ont cherché à déceler les dynamiques profondes de la société paysanne au Vietnam. Pour J.C. Scott, l'« économie morale » du village vietnamien est rétive à la logique et aux dynamismes du marché développés par le capitalisme colonial, tandis que S.L. Popkin, au contraire, insiste sur l'adaptabilité de l'économie villageoise à ces dynamismes<sup>2</sup>. C'est souligner, au fond<sup>3</sup>, la continuité étonnante des économies paysannes de la

péninsule, très nette dans les pays vietnamiens où les unités économiques que constituent familles et communautés villageoises auront conservé leur vitalité jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Ces recherches et ces débats ont le mérite de souligner l'inégale intégration de la culture matérielle des sociétés dominées dans les circuits du capitalisme colonial, et d'interroger leurs articulations réciproques. En fait, par suite de l'ampleur de l'économie de traite, des secteurs entiers de la production paysanne – riziculture cochinchinoise et khmère, culture du maïs khmère et vietnamienne, poivrières du littoral cambodgien, élevage du bétail cambodgien, pêcheries du Tonlé Sap et du bas Mékong, etc. – sont rattachés à la sphère de l'exportation. La production paysanne est par ailleurs la source d'accumulation essentielle du capital indochinois, par exemple du financement de l'investissement public par le mécanisme du prélèvement fiscal sur le surproduit du village. La paysannerie, en particulier celle des deltas du Nord-Annam et du Tonkin, constitue aussi le gisement de main-d'œuvre à coût dérisoire où puisent usines et plantations. Par-delà l'apparent dualisme des espaces économiques, la réalité déterminante est bien la subordination des modes de production et de consommation paysans au mode de production capitaliste dans sa version coloniale, mais elle va de pair avec la situation de délaissement qui a été longtemps la leur. L'économie « traditionnelle » n'a en effet vraisemblablement pas reçu plus de 20 % de l'investissement au cours de la période coloniale : en 1937, le gouverneur général Brévié n'évalue le montant cumulé des dépenses d'hydraulique et de navigation intérieure entre 1920 et 1936 qu'à 55 % du montant des contributions versées par l'Indochine au budget métropolitain au cours de la même période <sup>4</sup>.

### *Le changement de régime démographique*

Le développement colonial ne pouvait donc pas ne pas avoir de répercussions profondes sur la civilisation matérielle et les structures anthropologiques des paysanneries indochinoises, et d'abord sur le rapport, complexe mais fondamental, entre le mouvement de la population, la disponibilité en terres cultivables et la production de grains, dont la gestion, fonction essentielle des États précoloniaux, a été l'un des défis permanents qu'a dû assumer, dès la conquête, le régime colonial. A cet égard, le processus de croissance démographique engendré par la colonisation constitue une donnée majeure. Il doit être replacé dans la fantastique révolution démographique que connaît l'Asie du Sud-Est au XX<sup>e</sup> siècle : peut-être 80 millions d'habitants en 1900, 530 millions en 2000, soit une croissance d'un facteur 6,6 (contre 0,6 pour l'Europe moins la Russie). S'il est encore très difficile d'évaluer cette croissance avec exactitude, il est permis de penser que la colonisation a fait entrer les sociétés indochinoises dans le processus de la transition démographique ou, du moins, car l'on ne connaît guère l'évolution démographique des sociétés indochinoises avant la conquête française, qu'elle a achevé de les y faire entrer. Avant 1921, on ne dispose que d'estimations globales de la

population à l'exception du recensement cochinchinois de 1901. L'état civil, obligatoire en Cochinchine depuis 1883, au Tonkin depuis 1924, n'est guère fiable en dehors des villes et de la Cochinchine. Les résultats des quatre dénombrements généraux de l'époque coloniale (1921, 1926, 1931, 1936) sont extrêmement douteux, même ceux des deux enquêtes relativement sérieuses de 1921 et de 1936, en raison des méthodes d'évaluation utilisées que l'administration coloniale, fort consciente de leurs insuffisances, n'a pas cessé de chercher à améliorer. Sauf en Cochinchine et dans les grandes villes, où existe un état civil contraignant et où, en 1921, de même qu'au Cambodge, l'on a rempli en principe une fiche par maison ou par barque, la méthode la plus courante jusqu'en 1926 consiste à multiplier le nombre d'inscrits au rôle de l'impôt personnel de chaque village (dans les pays vietnamiens tous les hommes valides de 18 à 60 ans) par un coefficient arbitraire, généralement 6 à 8, souvent trop faible. Tout au long de la période, les évaluations coloniales reposent donc sur les seules déclarations des autorités villageoises, lesquelles « redoutent dans toute manifestation de cet ordre un accroissement de charges en matière d'impôt ou de recrutement » et sous-estiment probablement l'effectif de la population, peut-être de 10 % à 15 % selon certains auteurs <sup>5</sup>. « Le taux de natalité serait de 34 ‰ écrit Pierre Gourou en 1936, celui de mortalité de 14 ‰ ; l'excédent annuel de la population atteindrait donc 20 ‰. Certes, aucun de ces chiffres et aucun des rapports qui en résultent ne sont exacts. On peut être assuré que la natalité réelle est plus forte que 34 ‰ et atteint les plus hauts maxima observés dans le monde. Il est bien évident aussi que la mortalité est beaucoup plus élevée et atteint peut-être le double du pourcentage que nous avons obtenu ; l'excédent annuel n'est pas de 20 ‰, ce qui assurerait le doublement de la population en trente-cinq ans, mais doit plutôt se tenir entre 10 ‰ et 15 ‰ <sup>6</sup>. » En 1939, les enquêtes de terrain des services médicaux de l'Annam montrent que les chiffres officiels doivent être majorés de 27 % et les services de santé évaluent la population de l'Indochine à 25 086 850 habitants <sup>7</sup>. D'où d'innombrables contradictions entre les diverses séries statistiques. Au Tonkin, les dénombrements de 1926, 1931 et 1936 ont certes été améliorés, les villages ayant dû remplir des formulaires familiaux <sup>8</sup>. Néanmoins, selon le statisticien T. Smolski, la marge d'erreur reste d'au moins 50 % pour bien des provinces de l'Annam, de 20 % à 25 % pour le Tonkin, de 15 % pour le Cambodge, de 10 % pour la Cochinchine. « On peut donc admettre, écrit-il en 1937, que la population de l'Indochine est comprise entre 20 et 30 millions d'habitants. A l'intérieur de ces limites, le chiffre (officiel) de 23 millions ne présente guère plus de vraisemblance qu'un autre <sup>9</sup>. »

L'ampleur de la croissance démographique n'en est pas moins un fait évident. Elle s'est sans doute amorcée dès le XIX<sup>e</sup> siècle : moins de 7 millions d'habitants en Annam-Tonkin vers 1800, beaucoup plus de 5 dans l'ensemble du Vietnam en 1847, si l'on multiplie par cinq le nombre des inscrits sur les registres fiscaux, 3 à 4 millions d'habitants pour l'Annam, 6 pour le Tonkin, 1,5 pour la Cochinchine vers 1880 selon

les estimations françaises. Mais, au-delà du milieu du siècle, il y a peut-être eu une certaine décreue de la croissance démographique<sup>10</sup>. En tout cas, il est vraisemblable que la population de l'Indochine s'est accrue à un rythme d'au moins 10 ‰ par an dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle à partir d'un chiffre de peut-être 11 à 12 millions d'âmes vers 1880 et de 16 millions vers 1900 (cf. tableau 1).

Cette croissance globale a sans doute affecté différemment les régions et les nationalités. Elle a d'abord été le fait de la paysannerie vietnamienne, la masse humaine la plus importante de la péninsule, mais elle est jalonnée de graves crises démographiques régionales jusqu'aux années trente. La longue guerre de pacification au Tonkin et au Nord-Annam y a provoqué, par la désorganisation du système productif, par la recrudescence des inondations, des disettes et des épidémies et par la généralisation de la misère physiologique, une véritable catastrophe démographique, en particulier au cours des terribles années 1883-1896<sup>11</sup>. Vers 1880, la population du Tonkin peut être raisonnablement estimée à environ six millions d'habitants, celle de l'Annam à trois millions<sup>12</sup>. Dans les zones troublées, elle n'a guère dû retrouver une croissance régulière avant la décennie 1910-1920. On est loin des calculs extravagants, à justification fiscale, de l'administration qui donnent à l'époque jusqu'à quinze millions d'habitants pour les deux protectorats<sup>13</sup>. D'autres crises démographiques, dont l'histoire reste à écrire, sont perceptibles. La correspondance des Missions signale famine et choléra récurrents en 1896 dans l'évêché du Tonkin occidental où, en une année, périssent 1 200 chrétiens sur 201 000, soit une surmortalité de 6 ‰<sup>14</sup>. Les graves inondations du Tonkin de l'été 1926 provoquent les mauvaises récoltes de la fin de la même année, accompagnées par une grave épidémie de variole et de choléra qui a pour effet d'annuler pratiquement l'accroissement naturel en 1927<sup>15</sup>.

La croissance démographique a eu pour ressort principal l'abaissement rapide des taux de mortalité sans que diminuent notablement les taux de fécondité et de natalité : avec la colonisation, les populations vietnamienne et, sans doute, khmère et lao semblent donc bien parvenir, elles aussi, à la première phase de la transition démographique dans laquelle s'engage d'une manière générale le monde dépendant, colonisé ou non, au XX<sup>e</sup> siècle. Mutation décisive qui a eu très tôt pour résultat de donner à l'accroissement naturel une régularité et un volume encore jamais atteints. La fécondité est restée très élevée, tous les sondages réalisés avant 1945 le suggèrent : pour 100 femmes fécondes de plus de quarante-cinq ans interrogées, 520 enfants nés vivants au Sud-Annam en 1933, 565 au Thanh Hoa en 1936<sup>16</sup>, soit plus de cinq par femme. Tendence qu'ont dû renforcer les premiers efforts d'action sanitaire en ce qui concerne les accouchements à la campagne entrepris au cours des années trente (113 postes ruraux d'accouchement avec 195 *ba mu* formées au Tonkin en 1935). La même tendance caractérise la natalité, dont les taux oscillent en Cochinchine de 33,5 ‰ à 38,1 ‰ entre 1913 et 1936 selon les statistiques officielles.

**Tableau 1. – Population de l'Indochine française :  
estimations et « recensements » coloniaux  
(en milliers)**

	1875-1880	1913	1921	1926	1931	1936	1943-1948
Cochinchine	1 502 (1878)	3 165	3 797	4 118	4 484	4 616	5 200 (1943) 5 628 (1948)
Annam	3 000	5 000	4 933	5 581	5 122	5 656	7 183 (1943)
Tonkin	6 000	6 000	6 854	7 402	8 096	8 700	9 851 (1943)
TOTAL VIETNAM	10 500	14 165	15 584	17 701	17 702	18 972	22 234 (1943)
Cambodge <sup>1</sup>	1 100	1 600	2 403	2 535	2 806	3 046	3 000 (1943) 3 748 (1948)
Laos		630	819	855	944	1 012	1 100 (1943) 1 169 (1948)
TOTAL INDOCHINE	12 000	16 395	18 806	20 491	21 452	23 030	25 000 (1943) 27 580 (1948)
Vietnamiens		12 600	13 895	5 581	15 765	16 679	19 479 (1943)
Khmers		1 800	2 275		2 682	2 925	
Lao			428	504	589		
Chinois		304	293		418	326	
Minorités		1 810			2 031	2 462	

1. La série régressive (1900-1962), construite par R. PRUDHOMME à partir du recensement cambodgien de 1962, donne des chiffres relativement proches des résultats des dénombremments coloniaux, sauf pour la période antérieure à 1921. Cf. *L'Économie du Cambodge*, Paris, 1969, p. 250. Les estimations officielles pour 1875 et 1913 (en fait 1911) sont manifestement trop faibles. R. THOMAS retient les chiffres suivants : 2 057 000 en 1900, 2 414 000 en 1915, 2 562 000 en 1920, 2 746 000 en 1925, 2 944 000 en 1930, 3 187 000 en 1936, 3 485 000 en 1940. Cf. *L'Évolution économique du Cambodge, 1900-1940*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle dactylographiée, université de Paris-VII, 1978, p. 24.

La projection rétrospective des structures démographiques (mortalité, fécondité, répartition de la population par âge et par sexe) du Vietnam contemporain, effectuée par M. BANENS en 1999, aboutit pour le Vietnam colonial, aux chiffres suivants : 14 millions d'habitants en 1884, 16,1 en 1899, 18,7 en 1914, 20,5 en 1924, 23,4 en 1934, 24,4 en 1939, 25,4 en 1944, 25,9 en 1949. Soit 14 % à 30 % de plus que les chiffres des recensements coloniaux. Juste appréciation ou surestimation des défauts de ces derniers ? Quoi qu'il en soit, le taux d'accroissement annuel moyen de la population vietnamienne qu'implique ces chiffres – 13 ‰ – n'est pas différent du taux que nous proposons ci-après. Cf. M. BANENS, « Vietnam, A reconstitution of its 20th Century Population History », in J.-P. BASSINO, J.-D. GIACOMETTI, KONOSUKE Odaka, *Quantitative Economic History of Vietnam, 1900-1990*, Institute Hitotsubashi University, Institute of Economic Research, Tokyo, 2000.

Mais en réalité, selon T. Smolski, ces taux ne sont pas inférieurs à 40 ‰, chiffre à son avis valable pour l'Annam et le Tonkin, proche du taux moyen (41,1 ‰ des 812 000 catholiques vietnamiens en 1929) et du taux (au moins 37,8 ‰) que retient P. Gourou pour le Tonkin vers 1930<sup>17</sup>. En revanche, le taux de mortalité cochinchinois aurait fléchi d'un maximum de 28 ‰ en 1918 (dû à l'épidémie de grippe espagnole ?) à 21,5 ‰ en 1923, 23,5 ‰ en 1926, 22,2 ‰ en 1936 (25 ‰ à 30 ‰, selon T. Smolski, dans les années trente) – c'est le chiffre de l'Angleterre au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle –, mis à part les brèves remontées de 1928-1929 (26,6 ‰ en 1928, 25,8 ‰ en 1929) et de 1935<sup>18</sup>. A Hanoi, le taux de mortalité, probablement sous-estimé, serait de 25 ‰ en 1934<sup>19</sup>. Partout la mortalité infantile reste très forte – près d'un enfant sur deux meurt avant quinze ans au Sud-Annam et à Hanoi en 1930<sup>20</sup> –, mais elle a sans doute régressé lentement, au moins localement.

Seule certitude : les taux d'accroissement naturel n'ont pas cessé d'augmenter après 1920 (selon A. Reid, ils n'avaient pas dépassé 10 ‰ dans le Vietnam du XIX<sup>e</sup> siècle), mais sans doute avec d'appréciables décalages régionaux en raison du maintien d'une plus forte mortalité dans les protectorats, qu'attestent par exemple les études sur Phnom Penh<sup>21</sup>. En Cochinchine, ces taux dépassent probablement le chiffre élevé de 12 ‰ à 13 ‰ à partir des années vingt (graphique 1) et tendent à augmenter rapidement, peut-être même à doubler, entre 1936 et 1945 ; au Tonkin et en Annam, ils se situent vers 10 ‰ dans les bonnes années, mais P. Gourou estime l'accroissement annuel au Tonkin vers 1931 à environ 15 ‰ (chiffre supérieur à celui du Japon dans les années de sa croissance démographique maximale), la population augmentant chaque année d'environ 100 000 unités au Tonkin, de 60 000 unités en Cochinchine vers 1939<sup>22</sup>. Selon les services de santé, la croissance annuelle totale de la population de l'Indochine dans les années trente serait de 225 000 habitants<sup>23</sup>. Une enquête menée par ces derniers dans trois villages de l'Annam en 1939 donne un taux de naissances vivantes de 32 ‰, un taux de mortalité de 22,3 ‰ et un nombre de personnes par foyer de 5,2<sup>24</sup>. Au Laos, une étude identique dans trois villages aboutit à des taux plus élevés encore : respectivement 47 ‰, 19 ‰ et un effectif moyen de 5,5 personnes par foyer<sup>25</sup>. Au total, selon les données statistiques officielles, en quinze ans, de 1921 à 1936, la population du Vietnam colonisé se serait accrue de 21,7 ‰ (taux de croissance moyen annuel : 14 ‰), celle du Cambodge de 26,7 ‰ (17,8 ‰), celle du Laos de 23,5 ‰ (15,6 ‰) ! Ordres de grandeur très douteux, certes, mais qui ont au moins le mérite de situer grossièrement le point de départ d'une

---

*Sources* : H. BRENIER, *Essai d'atlas statistique de l'Indochine française*, Hanoi, 1914 ; *Annuaire statistique de l'Indochine, 1913-1943* ; pour les chiffres de 1875-1880 au Vietnam, C. FOURNIAU, *op. cit.*, p. 2502-2503 ; J. DELVERT, *Le Paysan cambodgien*, Mouton, Paris, p. 427. Les estimations des années 1943-1948 sont celles de l'*Annuaire statistique de l'Union française d'outre-mer 1939-1949*, Paris, 1951. Les chiffres des années 1875-1880 et de 1913 ne sont évidemment que des ordres de grandeur très grossiers. A noter que les services de santé estiment la population de l'Indochine à 22 518 020 habitants en 1935 et à 25 086 850 en 1939 (*Rapports annuels de l'Inspection générale de l'Hygiène et de la Santé 1935 et 1939*, Archives du Pharo, Marseille).

explosion démographique exceptionnelle. En 1938, on s'attend à ce que la population de l'Indochine augmente d'environ 300 000 âmes par an dans les quinze années à venir<sup>26</sup> et, en 1940, un médecin vietnamien, pourtant prudent, prévoit dans sa thèse de doctorat que, dans les années quatre-vingt-dix, l'Indochine aura 65 millions d'habitants, estimation qui ne se révèle inférieure que d'une quinzaine de millions d'unités aux résultats des dénombrements actuels<sup>27</sup>. « La population double tous les trente-huit ans, estimera en 1948 l'expert J. Bourgoïn. Phénomène unique au monde, car, même au Bengale, la population ne s'accroît pas à une vitesse pareille [...] »<sup>28</sup>.

### *Vacciner et soigner...*

Les ressorts de cette explosion débutante mériteraient des recherches sérieuses, car l'histoire de l'écologie agricole, des famines et des disettes reste entièrement à explorer. L'un des plus actifs a été l'introduction en Indochine – selon quelle chronologie ? – de la révolution pastorienne qui, en dépit des limites de sa mise en œuvre, a radicalement circonscrit, à la suite des campagnes de vaccination massive, les effets catastrophiques des épidémies. Introduction qui résulte d'une décision politique, car l'action sanitaire collective conditionnait le développement colonial. « La propagation de la vaccine n'est pas seulement une œuvre essentiellement philanthropique, écrit en 1880 l'un de ses pionniers, le Dr Vantalon, c'est surtout et avant tout une œuvre de haute économie politique et sociale. Si l'on considère que plus des quatre cinquièmes des riches plaines alluvionnaires du Mékong restent sans cultures faute de bras, si l'on songe d'autre part que l'Européen ne pourra jamais se substituer à l'Annamite pour la culture du sol dans un pareil climat, il est de toute évidence que l'avenir et la prospérité de la colonie dépendent de l'accroissement de la population indigène. Or, je ne crains pas d'affirmer que la diffusion du virus-vaccin est l'un des plus puissants moyens dont nous puissions disposer pour amener ce résultat<sup>29</sup>. » De fait, la rupture essentielle introduite par la médecine coloniale dans le régime de la morbidité autochtone a été le recul de la variole et du choléra.

En Cochinchine, dès 1871, la vaccination antivariolique jennérienne est rendue théoriquement obligatoire pour tous les Asiatiques et, en 1878, les médecins de la Marine en reçoivent la responsabilité. C'est le début de la vaccination de masse de 1878 à 1881, en dix-sept mois, le Dr Vantalon vaccine plus de 50 000 enfants<sup>30</sup>. L'obligation théorique est généralisée à l'Union indochinoise en 1908 et la vaccination occidentale va peu à peu se substituer aux méthodes anciennes de variolisation et de vaccination chinoises sporadiquement utilisées jusqu'alors. Avec la colonisation, ainsi que l'a mis en évidence L. Monnais-Rousselot<sup>31</sup>, la pratique médicale moderne, les préoccupations hygiénistes, la prophylaxie de masse commencent donc à pénétrer lentement les campagnes. La production de vaccins et de sérums débute avec la fondation en 1891 de l'Institut Pasteur de Saïgon par le Dr Calmette et de celui de Nha



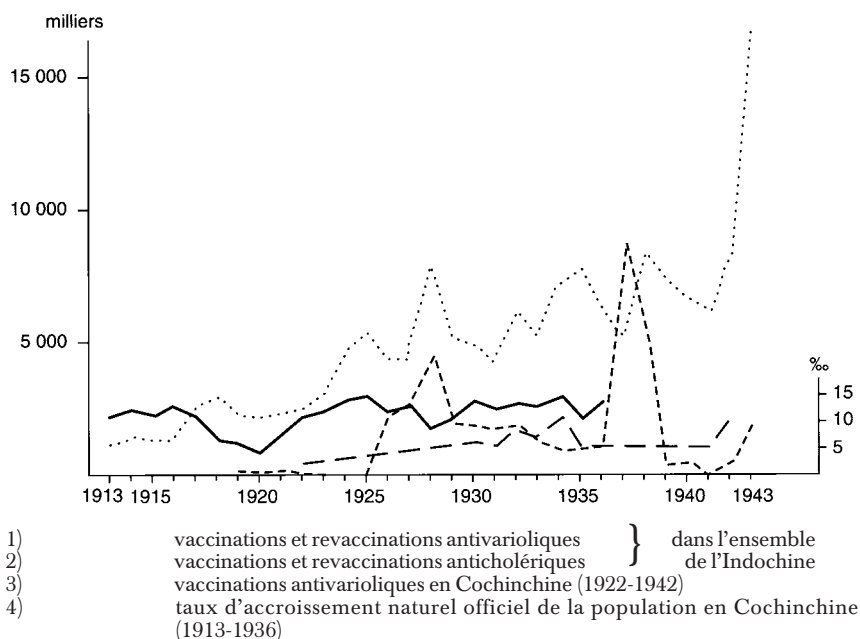
Trang en 1895 par le Dr Yersin (1863-1943), savant génial et non conformiste qui a isolé l'année précédente le bacille de la peste à Hong Kong et découvert le vaccin qui va permettre de la combattre<sup>32</sup>. La diffusion de la vaccination et la mise en place d'une infrastructure médicale de base – École de médecine de Hanoi, ouverte en 1902 ; une dizaine de milliers de lits d'hôpitaux gratuits et plusieurs centaines de dispensaires ruraux en 1930 ; 367 médecins en 1939 (151 docteurs en médecine et 216 médecins indochinois), 3 623 infirmiers et sages-femmes, 760 accoucheuses rurales (*ba mu*) avec 91 000 accouchements à leur actif – contribuent à enrayer les pandémies et permettent d'entreprendre la lutte antipaludéenne<sup>33</sup>.

Si la malaria, le trachome et bien d'autres endémies restent invincibles, la peste qui frappe encore gravement la Cochinchine, le Cambodge et l'Annam en 1906-1908 semble y être devenue locale vers 1930 et n'est plus signalée qu'épisodiquement au Tonkin après 1921. La variole perd de sa virulence après la grave épidémie de 1923-1925 qui ravage tout l'Extrême-Orient. Vers 1930, la vaccination antivariolique de masse est en vigueur – au Tonkin, par exemple, 41,6 % de la population serait vaccinée en 1930<sup>34</sup>, mais, néanmoins, une partie importante de la population rurale lui échappe (20 % selon les services de santé au Thanh Hoa et au Nghê An en 1939). « Ce sont toujours les mêmes qui se font vacciner », déplorent les médecins coloniaux<sup>35</sup>. De sorte que la maladie reste endémique et que ses poussées périodiques se manifestent régionalement, comme en 1938-1939 au Nghê An et au Thanh Hoa, de même qu'au Laos<sup>36</sup>. Mais à cette date sont mis en application des programmes provinciaux de vaccination intensive. Quant au choléra épidémique, il connaît une terrible explosion en 1926-1927 au Tonkin et en Annam, de 1926 à 1931 en Cochinchine et au Cambodge. L'épidémie cause au moins 55 000 morts<sup>37</sup>. De 1928 à 1930, la vaccination est intense : 1 738 000 vaccinations en 1931, 1 733 000 en 1932 renforcent les mécanismes naturels du recul du fléau. Le choléra passe alors selon les régions au stade d'endémie ou disparaît, les vaccinations systématiques sont limitées à la Cochinchine et aux zones périurbaines. L'épidémie reparait pourtant, venue du sud de la Chine, au Tonkin et en Annam entre 1937 et 1939.

### Le rapport population/grains

Conjuguée à un mode de développement articulé sur l'exportation, une telle croissance démographique ne pouvait pas ne pas déséquilibrer le rapport surface cultivée/production de grains/population. Régionalement, dans les deltas du Nord-Annam et du Tonkin, le système agro-démographique entre, au cours de l'entre-deux-guerres, dans un processus de détérioration ou au moins de tension prolongées, auquel la colonisation n'a été en mesure d'opposer que des réponses à court ou moyen terme. La seule solution radicale, la maîtrise de la démographie et une modernisation agricole accélérée de l'économie paysanne, était hors

Graphique 1. – Vaccination et démographie (1913-1943)



Source : 1, 2, 3 *Annuaire statistique de l'Indochine (1913-1943)* ; 4 : *ibid.*, et T. SMOLSKI, « Note sur le mouvement de la population en Indochine », *Bulletin économique de l'Indochine*, 1929.

de sa portée. Il est de fait que la colonisation n'a pas modifié le système de la riziculture irriguée, intensive et savante, à considérable investissement de travail humain et à très forts aléas cultureux, des deltas vietnamiens du Nord et du Centre<sup>38</sup>. Par suite de l'inexistence d'une accumulation paysanne et d'un crédit agricole accessible aux masses rurales, il n'y a guère eu d'introduction d'*inputs* modernes dans les filières productives, mis à part l'hydraulique et l'expansion rapide de cultures commerciales comme le maïs : pas de diffusion des engrais chimiques, peu d'outillages nouveaux (la charrue tonkinoise perfectionnée par R. Jeannin se répand peu à peu ; les petites pompes mécaniques apparaissent sporadiquement dans les campagnes vers 1940), pas de sélection scientifique des lignées de paddy (vers 1938, on en cultive encore plus de deux mille, bien adaptées, il est vrai, aux contraintes écologiques d'une agriculture non industrialisée, contre quelques dizaines seulement au Japon). En conséquence la productivité agricole reste très basse, bien que les services agricoles aient tendance à la sous-estimer quelque peu. « Dans le groupe des pays rizicoles du Pacifique, peut dire en 1931 l'inspecteur général de l'Agriculture Yves Henry, l'Indochine occupe à peu près le dernier rang quant au rendement moyen : 12 quintaux à l'hectare contre 18 au Siam, 15 à Java, 34 au Japon, quoi que rien dans la nature de ses terres et de ses ressources en eau ne justifie *a priori* un rendement aussi bas<sup>39</sup>. » En 1943, les rendements sont estimés à 13 quintaux à l'hectare au Tonkin, inchangés depuis le début du siècle, 8 au Cambodge, 14 en Cochinchine ;

en Annam, ils seraient tombés de 13 (moyenne 1919-1922) à 10 quinaux (moyenne 1942-1943). Joue également dans le sens de la dégradation des capacités nourricières de l'économie paysanne la stagnation des cultures vivrières, en raison de l'essor dans certaines régions des productions villageoises destinées à l'exportation (maïs) et du développement dans le delta du Mékong de la riziculture latifundiaire exportatrice qui ne laisse à la masse des fermiers qu'une très faible part du produit agricole. Même le Tonkin et le Centre-Annam, qui se suffisent à grand-peine, exportent en année normale du riz (parfois jusqu'à 200 000 tonnes pour le Tonkin) et du maïs (sur 556 000 tonnes exportées par l'Indochine en 1938, 100 000 tonnes sont embarquées à Haiphong, 30 000 à Tourane).

### Défrichements et bonifications jusqu'en 1930

S'il y a eu cependant augmentation du produit de l'agriculture paysanne, il s'est agi d'une croissance sans modernisation, due à l'expansion dans l'espace de cette agriculture vers les réserves de terres qui existaient encore dans les deltas vietnamiens du Nord et du Centre, et surtout vers celles de Cochinchine où 1 800 000 hectares ont été mis en culture de 1893 à 1930. En 1943, la superficie consacrée à la rizière dans l'ensemble de l'Indochine est évaluée à 6 169 000 hectares et la production de paddy à 7 270 000 tonnes. Pour les trois pays vietnamiens, l'estimation est de 4 736 000 hectares et de 6 millions de tonnes. Le *Nam tien*, la « marche vers le Sud », de la paysannerie vietnamienne se poursuit à l'époque coloniale, mais à quel rythme ? Les dragages et le percement des canaux de l'Ouest cochinchinois ont provoqué une véritable ruée de la paysannerie pauvre de Cochinchine centrale et orientale, mais guère de celle du Centre et du Nord-Vietnam. Celle-ci a finalement fourni davantage de bras aux plantations – et encore au sommet de leur développement, entre 1926 et 1930, le nombre des travailleurs contractuels recrutés chaque année au Tonkin et en Annam oscille entre 7 400 et 18 000 –, aux chantiers et aux activités commerciales ou urbaines du Cambodge (191 000 Vietnamiens en 1936) et du Laos (27 000), bien que s'amorce le peuplement vietnamien des plateaux du Lang Biang, de Djiring, du Haut Donnai. En Cochinchine, on ne dénombre en 1926 que 35 000 originaires du Tonkin et 25 000 de l'Annam<sup>40</sup>. Les tentatives officielles de transmigration et d'implantation dans le delta du Mékong de villages peuplés d'immigrants recrutés dans les deux protectorats (Rachgia en 1907 et, dans les années vingt, Ha Tien, etc.) n'ont guère eu de succès.

Quant aux réserves de terres du Cambodge – vers 1940, à peine 5 % de sa superficie sont en rizières –, elles sont restées inentamées. En fait, l'un des défis que le régime colonial n'a pu assumer a été moins la pénurie de terres disponibles que son incapacité à organiser la mobilité à grande distance de la paysannerie deltaïque vietnamienne.

En l'absence de mutation agricole et de transmigration massive des populations rurales, sur lesquelles le pouvoir colonial n'avait qu'une faible prise, le rapport entre la démographie paysanne et la disponibilité

**Tableau 2. – Superficie et production des rizières mises en culture** (estimations officielles)

	Superficie en rizières (milliers d'hectares)	Production de paddy (milliers de tonnes)	Production par habitant (quintaux)	Rendement à l'hectare (quintaux)
<b>Tonkin</b>				
Estimation 1913	1 150	1 825	3	15,8
Moyenne 1919-1922	1 540	2 100	3	13,6
Moyenne 1926-1930	1 200	1 600	2	13
Moyenne 1930-1931	1 200	1 600	2	13
Moyenne 1931-1932	1 200	1 600	2	13
Moyenne 1942-1943	1 487	1 882	1,9	13
<b>Annam</b>				
Estimation 1913	467	–	–	–
Moyenne 1919-1922	1 100	1 400	3	13
Moyenne 1926-1930	800	900	1,9	12
Moyenne 1930-1931	800	900	1,9	12
Moyenne 1931-1932	800	900	1,9	12
Moyenne 1942-1943	946	983	1,6	10
<b>Cochinchine</b>				
Estimation 1913	1 800	1 993	11	11
Moyenne 1919-1922	2 000	2 700	7	13,5
Moyenne 1926-1930	2 300	2 700	6	12
Moyenne 1930-1931	2 300	2 700	6	12
Moyenne 1931-1932	2 300	2 700	6	12
Moyenne 1942-1943	2 303	3 179	5,9	14
<b>Cambodge</b>				
Estimation 1913	620	620	3,8	10
Moyenne 1919-1922	492	560	2	11
Moyenne 1926-1930	800	800	2,9	10
Moyenne 1930-1931	800	800	2,9	10
Moyenne 1931-1932	800	800	2,9	10
Moyenne 1942-1943	987	838	2,7	8
<b>Laos</b>				
Estimation 1913	–	–	–	–
Moyenne 1919-1922	217	220	3	10
Moyenne 1926-1930	400	300	3,3	7
Moyenne 1930-1931	400	300	3,3	7
Moyenne 1931-1932	400	300	3,3	7
Moyenne 1942-1943	446	386	2,9	9
<b>Moyenne annuelle Indochine</b>				
1913 (Laos exclu)	4 037	–	–	–
1919-1922	5 349	6 980	–	–
1926-1930	5 500	6 300	–	–
1930-1932	5 500	6 300	–	–
1936	5 000	7 000	3	14
1942-1943	6 169	7 270	2,6	11,7

Source : *Annuaire statistique de l'Indochine, 1913-1943. L'Annuaire général de l'Indochine* de 1891 estimait la surface de la rizière cochinchinoise à 880 000 hectares, soit 78,9 % de la superficie cultivée totale (1 100 000 hectares). Sur les données réunies dans ce tableau, on lira avec profit les récents et intéressants commentaires des statistiques agricoles coloniales relatives aux trois pays vietnamiens de J.D. GIACOMETTI, cf. « Sources and estimations for Economic Rural History of Vietnam in the First Half of the 20th Century » et « Bases for Estimation of Agriculture in Central Vietnam Before 1954, the Examples of Thanh Hoa and Nghe An Provinces », in J.P. BASSINO et Konosuke ODAKA, *Quantitative History of Vietnam, 1900-1990, op. cit.* A partir d'une critique des sources disponibles, cet auteur montre que les statistiques agricoles coloniales étaient plus proches qu'on ne l'a dit des réalités de la production et de l'économie rurales, ce que confirme l'étude de TA THI THUY, « Rice Cultivating and Cattle Raising in Tonkin in the First, Half of 20th Century », publiée dans le même ouvrage. J.D. GIACOMETTI propose d'autre part une réévaluation des surfaces cultivées et des productions de 1898 à 1953 qui aboutit à des superficies et à des tonnages d'environ 10 % à 30 % plus élevés selon les cas que ceux retenus par les statisticiens coloniaux, mais à des rendements à l'hectare très voisins, à un ou deux quintaux près, de leurs calculs.

en terres se tend progressivement après 1920 dans les deltas de l'Annam et du Tonkin, à mesure qu'ils se densifient, d'autant plus que la politique de bonification de terres nouvelles y est tardive. Jusqu'en 1930, en effet, ainsi que l'a mis en évidence D. Vesin, l'objet principal de la gestion hydraulique coloniale<sup>41</sup> a été le renforcement des digues du fleuve Rouge et l'établissement d'une sécurité hydrologique minimale dans son delta. Un important travail d'étude du fleuve et de réflexion sur les modèles possibles de sa maîtrise est entrepris, marqué par les recherches de l'ingénieur Normandin et par les débats des commissions des digues sur les contre-finalités de l'endiguement, sur le colmatage et la déforestation<sup>42</sup>. Décisives ont été à cet égard les trois décennies « noires » 1900-1930 marquées par au moins trente-cinq ruptures graves des digues du fleuve de 1905 à 1926<sup>43</sup>. Lors de la crise de 1913, par exemple, une trentaine de ruptures locales<sup>44</sup> ont lieu ; en juillet 1915, quarante-huit sur plus de quatre kilomètres, le quart du delta est sous les eaux, la récolte est perdue sur plus de 200 000 hectares<sup>45</sup>. Les désastres répétés, notamment ceux de 1893, 1904, 1909, 1911, 1913, 1915, 1924 et 1926 (les digues cèdent en face de Hanoi), ont donné lieu aux programmes d'ensemble de renforcement des digues de 1909, 1918-1924, 1926 et 1931. Le cubage des digues a été porté de 20 millions de mètres cubes en 1885 à 72 millions en 1930 (115 millions en 1945), leur épaisseur à 50 mètres<sup>46</sup> contre une vingtaine au début du siècle. Après 1927, il n'y aura plus de rupture catastrophique des digues au Tonkin, bien que la cote des eaux ait dépassé 12 mètres en 1940, jusqu'à la dramatique inondation d'août 1945 (230 000 hectares submergés), la plus grave du siècle.

Mais la conquête de nouvelles terres dans le Nord et le Centre n'a pas commencé avant 1905 et elle est restée limitée jusqu'en 1930 : à cette date, sans compter les travaux locaux, 60 000 hectares ont été aménagés au Thanh Hoa, ainsi que les deux réseaux tonkinois de Kep (7 500 ha, 1906-1914) et de Vinh Yen (17 000 ha, 1914-1922), les travaux sont en cours dans les casiers du Song Cau (34 000 ha, 1922-1938) et de Son Tay (14 000 ha, 1924-1932), soit au total 132 700 hectares. Les projets d'aménagement global du fleuve et du delta (par exemple, le projet de l'ingénieur Godard de 1897) n'ont pas été retenus<sup>47</sup>. En fait, la mise en valeur de nouvelles zones par l'hydraulique agricole ne va faire qu'atténuer ou desserrer régionalement les tensions agro-démographiques, étant donné la rapidité de leur densification démographique.

### *Les disparités de l'économie paysanne*

Dès avant 1930, les deltas du Nord approchent de la saturation. Or la colonisation, par sa volonté de préserver la commune rurale, et tout autant par l'extraversion foncière de son mode de développement économique, n'a pas déstabilisé, déraciné massivement la paysannerie vietnamienne, à l'exception, importante il est vrai, des migrations de travailleurs temporaires. « Le déséquilibre démographique en Indochine reste en somme aussi éclatant qu'à notre arrivée dans le pays », écrira

Ch. Robequain en 1938<sup>48</sup> on compte à l'époque moins de 75 ruraux par kilomètre carré dans le Transbassac, 160 à 180 dans le centre du delta du Mékong, mais plus de 300 au Quang Ngai, au Quang Nam, au Thua Thien, au Ha Tinh et au Thanh Hoa, 430 dans le delta du fleuve Rouge (315 à Java) et même plus de 1 500 dans une zone de 260 kilomètres carrés autour de Nam Dinh et de Ha Dong. Les densités alimentaires (population/surface cultivée) sont encore plus élevées : 678 au Tonkin, 657 en Annam, 350 au Cambodge, 188 en Cochinchine<sup>49</sup>. Exprimé en superficie cultivée par habitant, le même rapport n'a pas cessé de se dégrader au XX<sup>e</sup> siècle. Il était peut-être de 2 000 mètres carrés vers 1885 au Tonkin et en Annam<sup>50</sup> ; en tenant compte de la double récolte qui règne sur au moins 54 % des terres cultivées, il est de l'ordre de 2 100 mètres carrés au Tonkin vers 1936, de 1 000 mètres carrés vers 1987. En un siècle, aux deux tiers colonial, la population du Vietnam aura été multipliée par six, la surface cultivée par deux.

L'équilibre de la population et de la production céréalière est donc devenu extrêmement aléatoire et il se trouve périodiquement rompu par les crises agro-écologiques dans la province de Hung Yen au Tonkin, sur vingt-deux années pour lesquelles existent des données entre 1905 et 1930, on n'en relève que neuf sans calamités<sup>51</sup> ; de 1916 à 1927, douze récoltes ont été perdues sur vingt-quatre au Nghê An, huit sur vingt-quatre dans la région de Ha Nam<sup>52</sup>. Ce qui rend compte de cette situation, c'est la conjonction de trois facteurs : le maintien d'une considérable fécondité paysanne, elle-même liée à la très forte mortalité infantile, aux impératifs de la riziculture irriguée à haute intensivité, très exigeante en travail humain – au moment des grands travaux agricoles, comme la moisson du dixième mois (décembre), on manque de bras dans le delta du Fleuve Rouge, note P. Gourou –, à ceux de la prise en charge des générations âgées dans un contexte de pauvreté, et à la cohérence de la structure familiale ; l'abaissement de la mortalité, corollaire notamment de l'action sanitaire coloniale ; l'expansion d'une économie capitaliste structurellement exportatrice. A mesure que celle-ci se développe, la croissance en spirale de la population rurale s'accélère : deux dynamismes qui ne se compensent pas, mais dont les effets sociaux négatifs vont se cumuler. « D'ici une quinzaine d'années, nous risquons d'être débordés par cette multitude affamée, prophétise en 1938 le ministre des Finances de la cour de Huê. Aucune force politique et sociale ne saurait résister à pareille marée montante [...] »<sup>53</sup>.

Un certain nombre de mécanismes amortissent cependant la détérioration de la condition paysanne. Certains sont extérieurs à la société rurale, comme l'offre de travail salarié des entreprises, coloniales ou non. D'autres lui sont inhérents : accès aux terres communales en Annam et au Tonkin, solidarités familiales et villageoises, omniprésence d'activités d'appoint, pêche, commerce, et surtout petites industries rurales. Industries de main-d'œuvre, épongeant les excédents de travail paysan disponibles en dehors des moments de pointe de la riziculture, celles-ci « étaient dans l'armature des sociétés rurales un élément essentiel »<sup>54</sup>. Il

est très difficile de retracer leur évolution à l'époque coloniale, et leur déclin, souvent affirmé, est rien moins que certain, mis à part la régression générale de la filature du coton.

Une enquête de 1938 recense 1 350 000 artisans, dont 25 % s'adonnent aux industries alimentaires, 25 % au textile, 25 % à la vannerie, 19 % au travail du bois et à la préparation du papier<sup>55</sup> ; au total, au moins 7 % des habitants du delta tonkinois tiraient l'essentiel de leurs ressources de la production artisanale. Il est certain que celle-ci et l'industrie domestique restent très importantes dans le Nord et en Annam et que la spécialisation des villages est poussée : décorticage et blanchiment du riz, fabrication de pâtes, de gâteaux, d'huile, distillation de l'alcool, petites sucreries, filature et surtout tissage du coton, dévidage et tissage de la soie, broderie, industrie de la dentelle, fabrication des filets de pêche, des sampans, artisanat du bois, briqueteries, fours à chaux, travail de la pierre, poterie, etc. fournissent à d'innombrables familles paysannes des ressources d'appoint. Mais ces fabrications sont également actives en Cochinchine (tissages de cotonnades de Go Cong, vannerie de la plaine des Joncs, nattes de la région de Ca Mau, travail du bois et du fer de Thu Dau Mot, poteries de Lai Thieu et de Bien Hoa), où s'est également développé un microcapitalisme rural (sucreries et rizeries de faible puissance, tuileries, etc.). Au Cambodge et au Laos, la petite industrie domestique n'est pas moins vivante. Quant à la navigation traditionnelle, elle reste étonnamment dynamique : en 1930, il entre près de 43 000 voiliers « indigènes » dans les ports indochinois.

Joue, en revanche, dans le sens de la stagnation économique du village l'évolution tendancielle des structures de la propriété et de l'exploitation dans les campagnes vietnamiennes<sup>56</sup>. Si l'endettement rural a considérablement progressé au Cambodge, la petite exploitation familiale y est restée largement prédominante. En revanche, en Cochinchine, le latifundisme et la prolétarianisation des paysans ont modelé la société rurale dans les provinces du Centre et, plus encore, dans celles de l'Ouest : vers 1930, en Cochinchine, 72 % des paysans possèdent moins de 5 hectares, surface minimale de l'exploitation familiale en riziculture extensive à une seule récolte, un paysan sur quatre seulement y est propriétaire, les moyens et les grands propriétaires (plus de dix hectares), soit 13,6 % du nombre des propriétaires, possèdent 87,5 % de la surface cultivée et contrôlent la masse des fermiers (*ta dien* : les deux tiers de la population rurale) par le jeu des baux à court terme, des avances obligatoires et de l'usure. Au total, 5 300 grands latifundiaires, propriétaires de plus de 50 hectares, y détiennent 44 % de la superficie cultivée. Il n'en est pas de même dans les plaines de l'Annam et du Tonkin, où les terres communales, en principe redistribuées périodiquement entre les inscrits, occupent encore à la même époque plus du cinquième des terres cultivées et où la micropropriété est la règle : en 1930, au Tonkin, zone de forte intensité agricole, 91 % des propriétaires possèdent moins de 1,8 hectare, 586 000 propriétaires (61 % du total) possèdent moins d'un *mau* (0,36 ha), soit beaucoup moins que la surface de 1 hectare indispensable pour

constituer une exploitation familiale. Néanmoins, une classe de *landlords* de type chinois, moyens et, beaucoup plus rarement, gros propriétaires (1 070 au total possèdent plus de 18 hectares et 17 % de la superficie cultivée) qui font exploiter leurs terres par des journaliers ou par des fermiers, y est en nette ascension depuis le début du siècle<sup>57</sup> : en 1930, 81 000 propriétaires (8,5 % du total) de plus de cinq *mau* (1,8 ha) détiennent 43,2 % de la terre cultivée, et l'usure ravage les campagnes. D'où la pénurie de terres, leur prix élevé, l'ampleur de la rente foncière (au moins la moitié du produit brut), l'extrême faiblesse de l'investissement agricole, la stagnation des méthodes culturales, la nécessité pour le paysan de liquider sa récolte à n'importe quel prix aussitôt la moisson terminée et de recourir au travail salarié. Selon l'économiste G. Kherian, il y a sans doute en 1937 deux à trois millions de journaliers agricoles dans le delta du Fleuve Rouge et plus d'un million d'inoccupés<sup>58</sup>.

L'économie paysanne semble bien en perte de vitesse au tournant des années trente dans les deltas surpeuplés du centre et du nord de l'Indochine. La colonisation française a durablement fait entrer l'Indochine dans la transition démographique et dans l'ère industrielle, mais elle n'y a pas transféré le modèle de l'industrialisation fondé principalement sur la croissance de la consommation intérieure, ce qui aurait été de toute façon incompatible avec les intérêts d'un certain nombre de grandes industries métropolitaines. La modernité technique et économique, réduite à une mince frange sociale, coexiste avec la pauvreté de masse. Les conséquences des dysfonctionnements périodiques du vieux système agro-démographique vietnamien s'additionnent avec celles des nouveaux déséquilibres ruraux générés par le capitalisme colonial. Une paysannerie de plus en plus nombreuse doit chercher sa subsistance dans une riziculture « rétrécie ». On reconnaît là le phénomène d'« involution » socio-économique décrit par G. Geertz pour Java<sup>59</sup>. Dans les régions où le rapport population/production de grains est le plus tendu, dans les deltas du Fleuve Rouge, du Nghê An, du Ha Tinh, du Quang Ngai, s'élargissent dès avant 1930 de vastes poches de misère rurale que révèlent toutes les enquêtes. En 1928, la disponibilité alimentaire moyenne en Indochine est estimée par Y. Henry et M. Devisme en moyenne à 337 kilos de paddy par personne et par an, soit 219 kilos de riz, 600 grammes par jour : mais, au Tonkin, on ne disposerait que de 211 kilos, alors que la ration minimale se situe entre 220 et 270 kilos... Pour les deux agronomes, le delta du Fleuve Rouge n'est susceptible de nourrir qu'environ 5,2 millions d'habitants et il y en a déjà 7 millions. Les calculs de Paul Bernard sont encore plus pessimistes : pour la même région, 128 kilos de riz par tête et par an, soit 350 grammes par jour, cinq millions d'« individus en trop » au Tonkin et au Nord-Annam<sup>60</sup>. La sous-alimentation est chronique : « En dehors de l'époque des récoltes, la partie la plus pauvre et la plus nombreuse de la population rurale est en général sous-alimentée. Le matin vers 5 heures, le paysan mange un ou deux bols de riz (100 à 200 g) ou quelques patates ou du maïs cuit à l'eau. Il ne prend que vers midi l'unique repas véritable qui consiste en riz



(quelquefois additionné de maïs ou de patates), assaisonné de *tuong* (50 g), de *nuoc cay* (saumure de petits crabes de rizière) ou de *nuoc mam*, un peu de légumes, exceptionnellement du poisson, très rarement de la viande. Enfin, le soir, il prend un peu de riz, le plus souvent des patates ou du manioc avec quelques légumes<sup>61</sup>. » Ailleurs, en Cochinchine, au Cambodge, au Laos, la vie est moins difficile pour les paysans et pour le petit peuple des villes, mais même au Cambodge les disettes régionales ne sont pas rares<sup>62</sup>. Au Tonkin et en Annam, la baisse tendancielle de la production alimentaire par tête s'amorce. En définitive, le développement colonial devait déboucher sur la crise de l'économie paysanne après 1930, sans qu'aient été mis en place les moyens nécessaires pour la maîtriser.

### 1930-1940 : la Grande Dépression, le sous-développement

Dans la décennie qui précède la guerre se nouent en Indochine tous les éléments d'une crise prolongée des structures de la production, de l'échange, de la démographie, des ressources. Une crise qui précède et prolonge les effets de la Grande Dépression, mais à laquelle celle-ci vient conférer une dramatique violence.

#### *L'effondrement de l'économie coloniale*

Avec la dépression économique mondiale des années trente, c'est d'abord le capitalisme indochinois qui se trouve atteint dans ses œuvres vives<sup>63</sup>. Son dynamisme faiblit dès 1928 effondrement des cours du caoutchouc (- 57,5 % de janvier à avril 1928), diminution de la valeur en francs-or des exportations en 1929 (- 11,6 % par rapport à 1928), brusque multiplication des faillites à Saigon-Cholon (39 en 1927, 73 en 1928, 95 en 1929) après des années de spéculation effrénée financée par les avances des banques et des exportateurs, et en conséquence premières restrictions du crédit à partir de septembre 1929. Les cours du riz culminent le même mois et commencent ensuite à baisser. Après une brève reprise en avril 1930, la baisse reprend, ininterrompue désormais ; en juillet, c'est l'effondrement qui atteint son point extrême en juin 1934 (- 72 % par rapport aux cours en francs-or d'avril 1930) et entraîne la désintégration du système de nantissements, de crédits et d'avances qui constituait le soubassement financier de la riziculture cochinchinoise. L'exportation du riz indochinois, dont le cours moyen n'est plus en novembre 1933 qu'à 3,20 piastres contre 11,56 en 1929, est tombée de 1 798 000 tonnes en 1928 à 960 000 en 1931. Quant aux cours du caoutchouc, ils sont à leur niveau le plus bas en 1932 et, à 3 cents la livre contre 73 en 1925, ne représentent plus alors que 1,70 % de leur maximum de 1910. La grande plantation indochinoise qui sort à peine de la phase de l'investissement initial est menacée de disparition. Par rapport à l'année précédente, la baisse des exportations en francs-or est de 30 % en 1930,

39 % en 1931, 9 % en 1932. Si la diminution des tonnages exportés n'est que relative, sauf pour le riz (ils baissent de 46,6 % de 1928 à 1931), en valeur, le commerce extérieur indochinois se trouve ramené aux chiffres de ses années de démarrage 1898-1900. Pour la première fois, en 1930, la balance commerciale de l'Indochine devient déficitaire. Elle le reste en 1931.

Outre les fluctuations saisonnières des récoltes de paddy (très excédentaires en 1928, médiocres en 1929), trois facteurs sont venus aggraver la crise de l'économie coloniale en Indochine comme dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est : les opérations spéculatives à court terme des exportateurs de paddy de Cholon et des banques, l'abandon du plan Stevenson le 1<sup>er</sup> novembre 1928, c'est-à-dire l'échec final de la tentative de cartellisation de la production mondiale de caoutchouc, et la détérioration des cours de l'argent (ils ont baissé de 45 % en décembre 1930 par rapport à 1929), qui a réduit dramatiquement le pouvoir d'achat des masses chinoises. Cependant la reprise s'amorce au printemps de 1934 et se confirme en 1935. La conjonction des excellentes récoltes de paddy en Cochinchine, des mauvaises récoltes céréalières en France, de la sécheresse en Chine du Nord porte les cours du riz blanc n° 1 de 3,26 piastres le quintal en 1934 à 7,86 en 1936 et à 13,20 en 1940. Les tonnages exportés en 1936 (1 763 000 tonnes) dépassent tous les chiffres atteints jusqu'alors. Les exportations de houille, de ciment, d'étain et de tungstène, de zinc, de caoutchouc (en une année, son cours double à la suite du nouveau plan de restriction signé à Londres en mai 1934) connaissent une progression comparable. Mais les cours n'ont pas retrouvé leurs niveaux antérieurs. La page de la prospérité est définitivement tournée.

Ces cinq années de crise ont historiquement cassé l'expansion du capitalisme colonial, si brillante au cours des années vingt. Ce sont ses branches motrices qui, désormais surendettées, sont atteintes et, par contrecoup, toutes les autres activités économiques. Depuis 1928, le nombre des faillites et des liquidations s'est brusquement gonflé, il ne redescendra à son niveau de 1927 qu'en 1938 : en onze ans, de 1928 à 1937, 1 348 faillites et liquidations auront été prononcées. L'indice des valeurs indochinoises est tombé de 300 à 34 entre 1927 et 1931. D'après les données réunies par Ch. Robequain<sup>64</sup> et déflatées année par année par les coefficients utilisés pour les tableaux de cet ouvrage, la perte globale subie par le capital investi a été de 290 millions de francs-or entre 1929 et 1937. Les effets structurels de la crise ne pouvaient donc pas ne pas être profonds. Le budget général s'est effondré de 108 millions de piastres en 1931 à 60,9 millions en 1934, les cinq budgets locaux de 69,6 millions de piastres en 1930 à 43,6 millions en 1934<sup>65</sup>. Par rapport à leur niveau de 1930, les recettes ordinaires du budget général baissent de 19 % en 1931, de 34,7 % en 1932, de 42 % en 1933, de 43,6 % en 1934, de 41 % en 1935... Le vieux principe des finances indochinoises, la règle du *self-supporting*, est mis en échec par la crise ; financièrement, la colonisation est prise à la gorge. Nombre de sociétés puissantes sont menacées, telle la Société des charbonnages de Dong Trieu, qui, engagée depuis des

années dans une guerre de prix insensée à l'étranger avec sa rivale, les Charbonnages du Tonkin, et par ailleurs criblée de dettes, est en état de faillite virtuelle en 1936.

C'est aussi l'arrêt brutal de l'expansion forcenée de la rizière cochinoise, notamment dans les provinces du front pionnier de l'Ouest. En 1933, l'endettement de la rizière est estimé à 700 millions de francs courants (environ 180 millions de francs-or), soit en moyenne 3,50 F à l'hectare (1 500 F dans certaines provinces du Transbassac), beaucoup plus que le prix moyen de la terre<sup>66</sup>. En 1933, 15 % des rizières ont été abandonnées. Dans ces conditions, la croissance de la bourgeoisie nationale vietnamienne, qui reposait essentiellement sur l'investissement du produit de la rente foncière dans le négoce, la banque et l'industrie (c'est dans ce but qu'en 1927 les latifundiaires du Sud avaient fondé la Société annamite de crédit), se trouve brisée net. La Banque de l'Indochine ayant refusé de soutenir les SICAM, l'aménagement des dettes de la rizière retombe sur l'administration. Dans l'Ouest cochinchinois, 132 000 hectares de rizières (13 % du total) changent de main entre 1930 et 1934, souvent au profit des organismes de crédit hypothécaire, des grandes sociétés ou des *chettians* indiens<sup>67</sup>. Mais le désastre pose aussi en termes aigus le problème de la répartition du profit colonial et met à vif les clivages internes du capitalisme moderne. Il affaiblit gravement le grand commerce chinois, lésé par l'érosion des échanges avec l'Extrême-Orient, tout comme le colonat français, très important en Cochinchine. Les gages des dettes auprès des banques ont perdu de 70 % à 80 % de leur valeur, mettant ces dernières en péril. Riziculteurs, petits et moyens planteurs, commerçants, fonctionnaires, qui, comme les grands propriétaires vietnamiens, avaient hypothéqué leurs terres au maximum pour financer l'expansion de leurs propriétés – on estimait en 1930 que le tiers du revenu de la rizière servait au paiement des intérêts de la dette antérieure<sup>68</sup> –, sont ruinés, menacés d'expropriation.

La Banque de l'Indochine, après avoir multiplié en 1926-1929 les avances et les prêts à court terme prorogés de six mois en six mois, s'engage en effet, à partir d'octobre 1930, en concertation avec le gouvernement général, dans une inflexible politique d'exécution des créances hypothécaires qu'elle détient sur la propriété foncière, rizicole notamment, et immobilière, créances qu'alourdit par ailleurs la stabilisation de la piastre en mai 1931. D'où le violent conflit qui s'ouvre en 1931 entre la Banque et la coalition des fractions française et vietnamienne de la bourgeoisie cochinchinoise, et qui culmine avec la vente aux enchères à la Banque de l'Indochine le 28 septembre 1933, pour 100 000 piastres, de la célèbre plantation De La Souchère à Long Thanh estimée à deux millions de piastres. « La Banque de l'Indochine est devenue une nouvelle Compagnie des Indes qui fait main basse sur toutes les bonnes affaires du pays », accuse en août 1933 le Syndicat des commerçants et industriels de Cochinchine. L'unité relative de la société coloniale est pour un temps rompue et, de 1933 à 1935, Saïgon sera le lieu des

virulentes et peu banales manifestations « anticapitalistes » des colons contre la déflation, la Banque et le rattachement de la piastre à l'étalon-or.

### Sortir de la crise

Le sens général de la politique « anticrise » adoptée par le gouvernement général sous P. Pasquier puis R. Robin, en accord étroit avec la Banque de l'Indochine et les milieux dirigeants métropolitains, apparaît aujourd'hui clairement. Elle vise, semble-t-il, trois objectifs : sauvegarder la valeur du capital investi ; favoriser les effets « normaux » d'une crise cyclique capitaliste, c'est-à-dire l'« assainissement » du tissu des entreprises après des années de spéculation effrénée, la rationalisation de leurs productions, la riziculture notamment, et la restauration du profit ; insérer enfin plus étroitement l'Indochine dans l'économie impériale. Sauvetage de l'investissement « sain », reconstruction modernisatrice – il s'agit en somme de profiter de la crise pour enfin mettre en œuvre rationnellement le vieux projet de « mise en valeur » des colonies d'Albert Sarraut –, mais nullement mutation en profondeur des mécanismes coloniaux de l'accumulation. Cette politique de déflation rigoureuse, de rentabilisation de l'entreprise coloniale existante, ou de ce qui doit en être conservé, passe d'abord par l'octroi d'une aide substantielle, mais sélective et temporaire, sous forme d'avances exceptionnelles et de prêts, aux riziculteurs et aux planteurs. Le décret du 26 avril 1932 crée le Service des prêts fonciers, qui accorde des crédits à long terme et à faible taux garantis par le budget général : 99,6 millions de francs courants seront ainsi prêtés aux riziculteurs de 1933 à 1942 (la moitié de ces avances seulement était remboursée en 1942) il y aura 4 000 demandes, dont 1 000 concentrent les quatre cinquièmes de la dette agraire, et 351 prêts accordés. La création d'une Caisse de compensation du caoutchouc en 1931 et de l'Office de soutien à la production agricole (loi d'avril 1932) met, en outre, à la disposition de 485 planteurs 96,5 millions de francs entre 1930 et 1942, presque totalement remboursés, en monnaie dévaluée il est vrai, à cette dernière date : l'impôt paysan aura sauvé la plantation capitaliste.

Mais la principale mesure de défense du capital a été la « stabilisation » de la piastre, officialisée par le décret du 31 mai 1931 qui rattache la monnaie indochinoise à l'étalon-or (1 piastre = 655 milligrammes d'or) à la parité de 10 francs (soit à peu près 2 francs 1914). Préparée depuis 1928, accomplie *de facto* en novembre 1929, dénoncée par le colonat et les latifundiaires, partisans au contraire d'une forte dévaluation de la piastre pour alléger la dette de la riziculture et relancer l'exportation vers l'Extrême-Orient et qui voient subitement leurs dettes surévaluées, cette réévaluation de la piastre a pour but d'échapper aux effets de l'avalissement durable des cours du métal-argent et d'éliminer le risque corollaire de dépréciation des placements en Indochine, qu'un auteur estime en 1934 à environ 527 millions de francs courants pour les capitaux investis depuis 1924<sup>69</sup>. A plus long terme, il s'agit, en tenant ferme la parité

franc-piastre, désormais devenue dogme du gouvernement général, de donner une base monétaire stable aux futurs investissements de capitaux, aux emprunts, ainsi qu'aux exportations métropolitaines, et de valoriser en francs les bénéfices réalisés en Indochine. « L'étalon-or a rendu la sécurité aux capitaux extérieurs qui veulent venir s'employer en Indochine », notera la Commission monétaire indochinoise de 1933<sup>70</sup>. La réforme monétaire a eu un effet déflationniste sur la consommation et le salaire indigènes qui semblent avoir baissé plus vite que le coût de la vie partout, mais plus au Nord qu'au Sud. Surtout, elle décroche la piastre du système des monnaies asiatiques, moins par l'abandon de l'étalon-argent – ce dernier disparaît en Extrême-Orient avec le rattachement du yuan chinois à la livre et au dollar le 3 novembre 1935 – que par le choix d'une parité-or élevée alors que la livre sterling, le dollar, le tical siamois, le peso philippin sont sur le point d'être dévalués.

Désormais intégrée dans le bloc or mis sur pied en 1931-1932 par la France, l'Indochine se voit doter d'une monnaie forte parmi des voisins et des concurrents à monnaies affaiblies : en 1931-1932, le change de la piastre croît de 20 % à 40 % par rapport au dollar de Hong Kong. Indéniable facteur de réduction momentanée des exportations vers Hong Kong et la Chine du Sud (elles diminuent de 60 % en volume de 1929 à 1936), la revalorisation de la piastre a eu pour effet de la surévaluer par rapport aux autres monnaies asiatiques, de désorganiser pour un temps les flux asiatiques du commerce extérieur de l'Indochine et d'insérer plus étroitement la colonie dans l'orbite du commerce extérieur métropolitain. L'année 1933 représente à cet égard un tournant conjoncturel dans la géographie des échanges extérieurs indochinois : la part de la métropole et de l'Empire est désormais prépondérante (50,5 % des exportations de l'Indochine) et va se maintenir à un niveau élevé jusqu'en 1938 (53,2 %). Ce que conforte le recul de la relative autonomie douanière qu'avait conservée la colonie en dépit du tarif Kircher de 1928 : en mars 1934, la moitié des postes du tarif spécial de l'Indochine est supprimée. Sauf en 1935, l'exportation du riz indochinois se fait entre 1934 et 1938 à destination de la métropole et de l'empire colonial pour plus de 50 % des quantités expédiées. Mutation difficile, car le riz indochinois exporté en franchise vers la métropole sert essentiellement à la nourriture du bétail et concurrence les intérêts des producteurs de blé et contredit la politique du ministère de l'Agriculture. Sous leur pression, le gouvernement général a dû frapper le riz destiné au marché français d'une taxe de sortie.

Cette déflation drastique, complétée par un protectionnisme renforcé, fait baisser les prix (– 38,7 % pour l'indice des prix de gros à Saïgon entre 1930 et 1935), favorisant ainsi l'exportation métropolitaine, et amortit la dévalorisation du capital. De plus, dans le cadre de sa politique d'« assainissement », l'administration a laissé le processus de concentration faire son œuvre. La Banque de l'Indochine, sous l'énergique impulsion de Paul Gannay, son véritable patron en Extrême-Orient et l'un des plus puissants personnages de l'Indochine française de 1927 à 1952, resserre le crédit (ses opérations d'avances, prêts et escomptes diminuent de plus

de 70 % de 1929 à 1933) et maintient des taux d'intérêt élevés (le taux d'escompte n'est abaissé à 6,5 % qu'en 1932), comme le montrent les rapports de l'époque<sup>71</sup>. Elle acquiert à faible coût les biens en liquidation et prend le contrôle d'un nombre considérable d'entreprises en difficulté<sup>72</sup>, dont la plus importante est, en 1932, la Société financière française et coloniale d'Octave Homberg. Ses prises de participations annuelles, qui étaient au nombre de 18-19 entre 1917 et 1921, sont passées à 46 en 1928, à 39 en 1933, à 53 en 1937<sup>73</sup>. Sa fonction de banque d'affaires s'est considérablement renforcée pendant la crise. « En somme, va jusqu'à écrire en 1938 l'inspecteur des Colonies G. Lasserre, la politique suivie par la Banque de l'Indochine depuis la crise est une politique d'accaparement de toutes les entreprises viables qui finiront si l'on n'y prend garde et si l'on n'y met pas bon ordre par former un vaste *trust* ou *konzern* dominant la colonie<sup>74</sup>. » Appréciation sévère, renforcée par ce commentaire ajouté en marge du rapport par les bureaux du ministre : « Quant à l'influence politique acquise par la Banque de l'Indochine, à la crainte qu'elle inspire aux fonctionnaires et jusqu'aux gouverneurs, ce sont des faits bien connus... » La crise installe la prépondérance du grand capitalisme colonial dans l'économie indochinoise, au détriment du colonat et de la bourgeoisie vietnamienne<sup>75</sup>, elle bloque le développement d'un capitalisme national que celle-ci avait entrepris de constituer dans les années vingt. Vont dans le même sens, celui d'une rationalisation de l'économie coloniale, les tentatives de transformation des circuits du paddy par la création de magasins généraux destinés à éliminer les Chinois, et d'organisation du marché sur le modèle du Pool Bullinger, le puissant monopole privé d'exportation du riz birman, de même que les mesures de modernisation technique de la riziculture confiées à l'Office du riz (avril 1930).

La politique économique des années trente a eu des résultats inégaux. Les mesures destinées à moderniser techniquement l'économie coloniale ne pouvaient avoir que des effets lointains, mais la déflation, favorisée par le contexte colonial, aboutit à une relative réussite. Les budgets retrouvent leur équilibre en 1935. L'accord international du 7 mai 1934 sur le caoutchouc, qui accorde un quota de 30 000 tonnes à l'Indochine, détend le marché et permet la reprise des cours. L'exportation qui ne dépassait pas 10 453 tonnes en 1930 bondit à 29 574 en 1935. L'investissement des grandes sociétés repart, telles celles de l'hévéaculture qui mettent en œuvre depuis 1930 des programmes de greffage massifs. En revanche, le vaste projet d'économie impériale défendu par les milieux d'affaires « autarchistes »<sup>76</sup>, qui devient, à partir de la Conférence économique impériale de 1934, l'un des horizons du capitalisme français, résiste difficilement aux contradictions des multiples intérêts en présence dans l'ensemble indochinois. La politique économique du Front populaire aura pour effet de distendre dans une certaine mesure les relations commerciales entre la France et sa colonie asiatique. La dévaluation de la piastre (50 % environ) à la suite de celle du franc, le 2 octobre 1936, et l'abandon de sa convertibilité-or (elle est désormais une monnaie à étalon

de change franc), puis la décision de laisser flotter la monnaie indochinoise comme le franc à partir du 30 juin 1937 provoquent certes à nouveau le déséquilibre des budgets et l'inflation. Mais, surtout, ils rendent vigueur aux échanges avec l'Extrême-Orient et à la campagne des exportateurs et des milieux coloniaux en faveur d'un décrochage de la piastre par rapport au franc, de sa mise à parité avec le dollar de Hong Kong de manière à soutenir les ventes de riz à la Chine, et de l'autonomisation douanière et commerciale qui va marquer l'histoire économique de l'Indochine après 1940. En même temps, la dépendance accrue de l'économie indochinoise par rapport à la métropole a franchi un seuil dangereux pour cette dernière, menacée d'avoir à assumer les graves déficits de la colonie. La Grande Dépression avait posé dramatiquement le problème d'une mutation globale de l'économie coloniale. Bien qu'elle n'ait pas manqué d'esprits clairvoyants, la colonisation n'a pas trouvé en elle-même les forces nécessaires à une telle mutation. On n'a pas modifié, par exemple, les structures de base de la riziculture cochinchinoise, à commencer par l'assujettissement matériel, social et moral du *ta dien* (fermier) au grand propriétaire. Or toute modernisation de la riziculture passait par l'ouverture du crédit agricole au *ta dien*, ce qui supposait que ce dernier devienne propriétaire de la terre. Le choix d'ensemble opéré s'est en fait borné à encourager l'innovation technique et la concentration des entreprises, à rentabiliser ce qui existait, au lieu de passer véritablement à une « colonisation industrialisante », sur le modèle de la colonisation japonaise en Mandchourie, en Corée ou à Formose.

### La spirale du sous-développement

D'une façon générale, la dépression a créé, au moins à l'intérieur de la société vietnamienne, les conditions matérielles d'une sécession morale entre les élites en place et les masses populaires, d'autant qu'elle coïncide et se conjugue avec la crise structurelle de l'économie paysanne dans les deltas surpeuplés de l'Annam et du Tonkin. La décennie 1930-1940 est bien celle de la généralisation dans les deux protectorats d'une situation de sous-développement aigu. Tous ses symptômes – accélération du rythme de la croissance démographique, déficit alimentaire permanent, sous-emploi rural massif, dégradation des relations sociales à la campagne – y prennent désormais des proportions alarmantes. La crise économique y a sans doute aggravé la surcharge humaine en provoquant le retour dans les campagnes de dizaines de milliers de travailleurs. En 1930-1931, près de 11 000 ouvriers sont ainsi rapatriés des autres territoires au Tonkin ; à Haïphong, la moitié de la population chinoise a regagné la Chine entre 1931 et 1935, les deux tiers de la population vietnamienne ont reflué vers les campagnes et le nombre des habitants est tombé de 168 000 à 73 000<sup>77</sup>. Les ventes de riz du protectorat, certes beaucoup plus faibles que celles de la Cochinchine, ont diminué en valeur d'un facteur 10 de 1929 à 1931<sup>78</sup>. D'où la dévalorisation générale de la terre, la chute vertigineuse des salaires agricoles, souvent payés, en

tout ou en partie, en riz dont les prix ont baissé de 75 % à 80 %, et un sous-emploi rural accru. En Cochinchine, le revenu des *ta dien* s'effondre comme l'attestent les rapports de l'administration ou encore la fuite devant l'impôt et beaucoup reviennent à l'autosubsistance. Même au Cambodge, la paysannerie subit durement les effets de la crise, comme le montre l'effondrement des recettes fiscales du budget local : - 44 % de 1930 à 1934, la baisse la plus forte des cinq territoires. Cependant, en pays khmer, le système agro-démographique dispose de vastes réserves de terres capables d'amortir ses crises périodiques, et les tensions agraires y resteront limitées jusqu'aux années cinquante.

Au Vietnam, la société paysanne possède certes d'efficaces mécanismes de défense et de son mode de production recèle de surprenantes capacités d'adaptation. « Les structures communales et surtout familiales se sont révélées à la fois solides et élastiques pour accueillir cet afflux de bouches à nourrir ; mais il en est résulté, vraisemblablement, une paupérisation accentuée <sup>79</sup> », peut écrire P. Brocheux. La montée du sous-développement dans les campagnes du Nord et du Centre n'en est pas moins un fait ; un peu plus affaibli par cette surcharge supplémentaire, et en l'absence de modernisation de ses structures, le vieux système agro-démographique vietnamien parvient dans les deltas surpeuplés du Tonkin et de l'Annam à une situation limite, ses mécanismes de régulation interne, les rapports de dépendance/solidarité familiaux et villageois, sont atteints. L'alerte a été donnée par les révoltes paysannes de 1930 et, en 1931, par la terrible famine qui frappe les provinces du Nghê An et du Ha Tinh au Nord-Annam. Dans les années suivantes, la catastrophe menace à plusieurs reprises, notamment lors de la grave sécheresse de 1936. Les grandes enquêtes rurales de la décennie 1930-1940, celles de P. Gourou, de Ch. Robequain, de René Dumont, les écrits de Paul Bernard et de René Bouvier <sup>80</sup>, et bien d'autres textes moins connus, donnent une analyse saisissante de la condition paysanne au Tonkin et en Annam, tout comme de la pauvreté des paysans en Cochinchine. Elles placent au centre des débats internes à la colonisation le vieux thème de la pression démographique grandissante sur une base foncière limitée. Les chiffres bruts de la consommation par habitant de produits industriels importés en Indochine sont éloquentes à peine 1,8 kilo de pétrole, 0,4 kilo de cotonnades en 1939. Évoquant la « misère indicible des masses rurales indochinoises », un expert officiel dira en 1947 : « Alors que les familles dans le delta tonkinois ne disposaient pas de plus de 6 piastres par mois, il était crispant de voir des publicistes parler avant la guerre de la riche Indochine. La riche Indochine, Messieurs, quel blasphème quand des millions de gens vivent dans la crainte d'une famine menaçant perpétuellement leurs familles [...] <sup>81</sup>. » Certes, avec l'appoint du maïs et l'apport de 30 000 à 50 000 tonnes chaque année de riz cochinchinois, d'ailleurs compensé par une exportation à peu près équivalente de riz tonkinois sur la Chine, la production céréalière au Tonkin correspond grossièrement jusqu'en 1939 à la consommation. Mais c'est au prix de la sous-alimentation chronique d'une partie de la paysannerie et d'une précarité



croissante de la situation alimentaire, qu'aggrave l'absence de stocks de sécurité.

Terrible est, à la veille de la guerre, la vie des paysans dans les dix mille *xa* (communes) du delta du Fleuve Rouge. Le grand anthropologue Nguyen Van Huyen, excellent connaisseur de la réalité rurale, estime en 1939 que la production de riz du delta oscille entre 18 et 22 millions de quintaux pour une consommation incompressible de 18,5 millions. Mais il faut déduire de la production deux millions de quintaux qui sont exportés et deux autres millions pour les distilleries d'alcool, les semences et les expéditions vers la Haute région. Le déficit alimentaire atteint près du quart des besoins et il y a plus d'un million et demi de bouches en trop à nourrir. Que les arrivages du Sud cessent, ce sera la disette, analyse que confirmera la terrible famine de mars à mai 1945. Les budgets paysans étudiés par le même enquêteur révèlent des situations presque toujours dramatiques, la misère et la sous-alimentation sont générales. « Dans les villages pauvres, écrit-il, 80 % de la population ne prennent qu'un repas par jour. C'est seulement aux époques des travaux agricoles intenses, c'est-à-dire pendant le tiers de l'année, en particulier à la moisson, que les gens trouvent à manger à leur faim<sup>82</sup>. » Une famille de cinq à sept personnes doit posséder 4 à 5 *mau* (1,44 à 1,80 hectare) de rizières pour échapper à la sous-alimentation, or, dans la province de Nam Dinh, par exemple, où la densité de la population se situe entre 800 et 1 400 habitants au kilomètre carré, 79,3 % des propriétaires ont moins d'un *mau* (36 ares). Usure généralisée – à des taux de 300 % à 400 % –, quasi-servitude des paysans endettés, sous-emploi rural de masse, accaparement des terres communales par les lignages puissants et les propriétaires fonciers importants, surtout dans le sud-est du delta, drames du jeu, des innombrables obligations et offrandes festives liées à la pression sociale dans l'univers clos de la communauté villageoise, poussées récurrentes des pratiques et des rituels magiques, martyrologe de la paysanne, telles sont vers 1939 les sombres réalités de la campagne tonkinoise, désormais aux prises avec un sous-développement que les institutions en place ne peuvent plus maîtriser. « L'élite paysanne d'ailleurs, les notables des villages, écrit encore Nguyen Van Huyen, s'opposent à toute réforme réelle et profonde. Ce sont des gens qui ont payé pendant vingt, trente et quarante ans pour obtenir leur situation sociale. Ils sont à l'âge où l'on peut croiser tranquillement ses jambes sur les nattes supérieures du *dinh* pour manger et boire ou pour apprécier avec compétence la façon dont les jeunes gens donnent à manger et à boire. Quelqu'un s'avise-t-il d'introduire de force une réforme quelconque, il s'attire inévitablement des rancunes sans merci. On lui met de l'opium sous son toit, ou du marc d'alcool de contrebande dans sa porcherie ou dans son étable. Et neuf fois sur dix, il est condamné... »

La force d'inertie de la commune, « cette organisation traditionnelle qui profite à quelques privilégiés en accroissant la misère du plus grand nombre », ajoute-t-il, la hiérarchie rigide qui la constitue bloquent tout espoir de changement au village. Pour beaucoup d'intellectuels

vietnamiens, briser l'autonomie relative du *lang* et de sa traduction institutionnelle, la commune (*xa*), le pouvoir des grands lignages, est devenu à la veille de la guerre une impérative nécessité pour résoudre la crise de l'économie et de la société rurales. « On a beau y avoir introduit, ajoute Nguyen Van Huyen, ce qu'on appelle la "réforme communale" avec son conseil composé, à l'image des associations privées, du président, du trésorier et du secrétaire, on n'a fait que compliquer le plus souvent les choses au détriment de l'administration centrale contre laquelle le village s'est toujours dressé [...]. Car la chefferie est ailleurs. Il y a une mentalité à changer, une organisation basée sur des intérêts très solides, pénétrant dans les couches les plus profondes de la société, à modifier. Autrement, tout effort de réforme ne sera que du vernis <sup>83</sup>. »

C'est précisément cette transformation que le régime colonial ne va pas être en mesure d'assumer. Il est, au fond, désormais piégé dans une contradiction plus aiguë que jamais entre ses deux fonctions historiques : assurer la bonne marche des mécanismes de l'extraction du profit colonial, précipiter la transformation modernisatrice des sociétés colonisées. L'une et l'autre supposent des investissements et des capacités politiques qui ne sont plus à sa portée. Cette carence constitue la base historique objective de la genèse des futurs États nationaux indochinois. Non pas cependant que les responsables de la colonisation n'aient pas pris conscience de l'ampleur du sous-développement vietnamien. Leur analyse des soulèvements ruraux de 1930-1931 (voir chapitre 7) attribue leurs causes autant « au déséquilibre de l'état social indigène ayant pour cause réelle le paupérisme rural propre aux collectivités asiatiques », comme l'écrit en 1931 le gouverneur général Robin <sup>84</sup>, qu'à l'action révolutionnaire. « Le soulèvement de la paysannerie, ajoute ce haut fonctionnaire conservateur et austère, est une véritable lutte des classes. Les communistes n'ont pas eu beaucoup de peine à éveiller et à exciter la haine de ces paysans pauvres [...]. L'intervention conjuguée du pouvoir colonial et du gouvernement annamite peut-elle, par une série de réformes bien conduites, éteindre la virulence du nationalisme, équilibrer l'état social en faisant disparaître le paupérisme, ramener à l'autorité légale la confiance du peuple ? »

### *L'option « paysanne » et la stratégie hydraulique du pouvoir colonial*

De fait, l'administration coloniale va tenter d'assumer, au fond avec cohérence, la problématique du sous-développement par le choix de la seule stratégie qui soit compatible avec sa politique de « réforme conservatrice » des structures existantes du capitalisme colonial, destinée à la fois à préserver l'extraction du profit colonial et la pérennité de ses bases sociales dans les campagnes vietnamiennes, et à prévenir ou à amortir dans le temps la prolétarianisation de la paysannerie : la stratégie du développement rural, ce que l'on appellera bientôt la « politique du paysannat ». Il s'agit de réorienter une partie de l'investissement étatique au profit de la paysannerie, en somme de donner sens au principe

qu'avançait Jules Harmand au début du siècle : « Le véritable colon, c'est l'indigène, le grand colonisateur, c'est l'État <sup>85</sup>. » L'objectif est de rééquilibrer le rapport production de grains/population, en optimisant la production paysanne, sans modifier ses structures sociales, à l'aide d'un minimum d'*inputs* modernes, et de desserrer la contrainte démographique par l'ouverture d'exutoires externes. On s'efforce de relever la productivité agricole par la politique d'« aide à la rizière » lancée vers 1932. Les programmes de colonisation paysanne (décret du 11 novembre 1928), en fait restés lettre morte par suite de la crise, l'Office de colonisation rurale créé le 22 avril 1932 esquissent une politique de transmigration paysanne depuis le Nord vers les terres « vacantes » du delta du Mékong et des hauts plateaux, estimées à 1,2 million d'hectares en 1938 <sup>86</sup>, et d'encouragement à la petite propriété paysanne.

Enfin, et surtout, on a pris conscience en 1930-1931 dans les hautes sphères de l'État colonial de l'impérieuse nécessité de passer à l'aménagement systématique des deltas et d'assumer rationnellement la contrainte hydraulique dans le but d'y généraliser la double récolte. Le programme hydraulique de 1931, remanié et complété en 1936 et en 1937, financé par les emprunts (1 370 millions de francs courants) qu'a autorisés la loi du 22 février 1931, prévoit notamment d'aménager de 1931 à 1940 les casiers de Thai Binh, du moyen delta (Ha Dong-Phu Ly, Nam Dinh, Kê Sat, Hung Yen, Bac Ninh, barrage du Day), ceux de l'Annam (Vinh, Thanh Hoa, Ha Tinh, Thua Thien, Quang Nam, Quang Ngai), du Cambodge et du Laos. Entre 1931 et 1940, environ 42 millions de piastres sont investis dans les grands travaux hydrauliques <sup>87</sup>. Au total, en 1945, 377 000 hectares ont été aménagés dans le delta du Fleuve Rouge depuis le début du siècle (voir le tableau 3 et la carte), 60 500 hectares sont en cours d'aménagement et la bonification de 494 000 hectares supplémentaires est à l'étude <sup>88</sup>. Au cours du demi-siècle précédent, la surface gagnée au Tonkin a été en moyenne de 10 000 hectares par an. La croissance de la production a été importante de 300 000 à 633 000 tonnes de paddy dans le protectorat selon les sources <sup>89</sup>. Bilan impressionnant et pourtant décevant si l'on considère qu'en l'absence de politique agraire et agronomique conséquente et d'une nouvelle industrialisation du pays, l'accélération de l'aménagement hydraulique et deltaïque ne permettait que de maintenir la consommation paysanne à son niveau de précarité existant, d'éviter la famine, mais non pas de sortir les masses rurales de la sous-alimentation et du sous-développement général dans lesquels elles s'enfonçaient lentement.

C'est donc une ambitieuse stratégie « paysanne » qu'ont choisi de mettre en œuvre après 1930 les responsables de la colonisation, comme le dit avec force le gouverneur général Brévié en 1938 : « J'ai essayé de dégager les grandes lignes de la politique terrienne que je me proposais de promouvoir dans ce pays. Elle s'inspire de l'idée d'améliorer avant tout le sort de la masse paysanne qui est la plus nombreuse et la plus déshéritée. Dans l'ordre moral autant que dans l'ordre matériel, toutes les autres préoccupations, tous les autres besoins doivent céder le pas à

**Tableau 3. – L’hydraulique agricole au début de 1945 : une estimation**  
(en hectares)

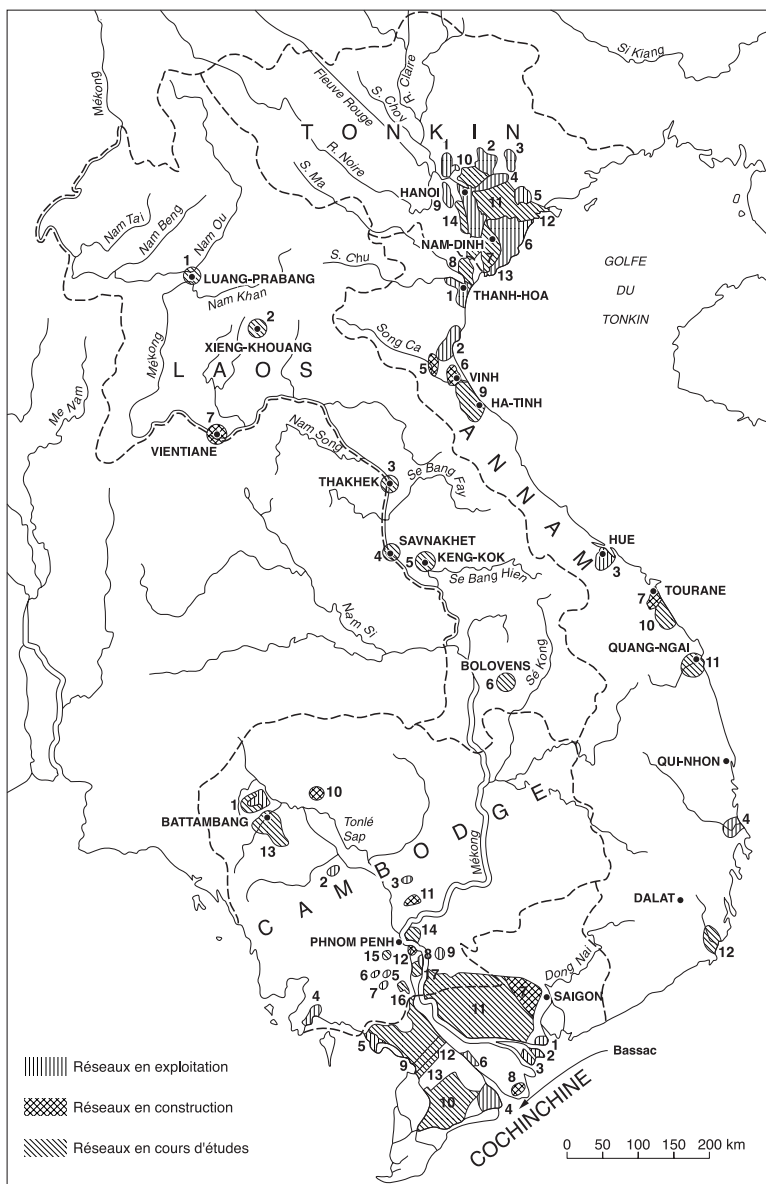
	<b>Aménagements achevés depuis le début du siècle</b>	<b>Aménagements en cours</b>	<b>Aménagements à l’étude</b>	<b>Total</b>
Tonkin	377 130	60 500	494 400	932 030
Annam	120 000	37 000	79 000	236 000
Cochinchine	89 000 (il s’agit uniquement des réseaux et des casiers aménagés)	475 000	–	564 000
Cambodge	19 300	50 000	115 000	184 300
Laos	16 000	–	12 000	28 000
<b>Total</b>	<b>621 430</b>	<b>622 500</b>	<b>700 400</b>	<b>1 944 330</b>

*Source* : les données relatives au Tonkin ont été empruntées au mémoire de maîtrise de D. VESIN, *Histoire du fleuve Rouge...*, *op. cit.* Les autres chiffres proviennent des documents de la sous-commission Indochine du commissariat général au Plan, Comité de l’hydraulique agricole : *Rapport d’ensemble*, par l’ingénieur en chef des Travaux publics JAMME, sans doute fin 1946 ; *Hydraulique agricole en Cochinchine*, rapport de l’ingénieur en chef des Travaux publics JAMME, même date, CAOM, Affaires économiques, 577.

ceux-ci et j’apprécierais que s’apaisent en Indochine les revendications impérieuses, les mises en demeure excessives de ceux qui sont bien mieux pourvus que nos paysans. Inclignons-nous d’abord vers les déshérités de la vie ; ce faisant, nous accomplirons le geste de solidarité humaine qui s’impose entre tous [...] <sup>90</sup>. » Mais, dans cette optique au fond très proche de celle des administrations impériales chinoise ou vietnamienne d’autrefois, il ne pouvait être tout au plus question que d’assurer à la paysannerie un minimum de croissance susceptible de compenser, dans le cadre colonial existant, son incontrôlable expansion démographique. Le développement rural était conçu comme le moyen d’en prévenir les effets explosifs.

Dans les milieux coloniaux, cette politique fait l’objet à l’époque d’un vaste débat, qui recoupe la controverse sur l’industrialisation de l’Indochine (voir chapitre 7), sur les moyens de faire face à la « crise alimentaire permanente dans le Tonkin et dans le nord de l’Annam, ou prochaine en Cochinchine <sup>91</sup> ». En fait, les responsables coloniaux ont assez clairement conçu une politique de colonisation paysanne et de soutien à la petite propriété familiale qui, à maints égards, sera reprise par les futurs régimes

## L'hydraulique agricole en Indochine. Situation des réseaux en 1945



**Tonkin** : réseaux en exploitation : 1. Vinh Yen ; 2. Song Cau ; 3. Kep ; 4. Bac Ninh-Est ; 5. An Zuong ; 6. Thai Binh ; 7. Nam Dinh-Est ; 8. Hadong-Phuly ; 9. Son Tay ; réseaux en cours d'études 10. Phuc Yen-Bac Ninh ; 11. Kê Sat-Hung Yen ; 12. Song Thai Binh ; 13. Song Day ; 14. Hadong Phuly.

**Annam** : réseaux en exploitation : 1. Song Chu ; 2. Vinh Nord ; 3. Thua Thien ; 4. Tuy Hoa ; réseaux en construction 5. Do Luong ; 6. Vinh-Sud ; 7. Quang Nam-Nord ; réseaux en cours d'études 8. Song Ma ; 9. Cam Xuyen ; 10. Quang Nam-Sud ; 11. Quang Ngai ; 12. Phan Rang.

**Cochinchine** : réseaux en exploitation : 1. Gocong ; 2. Batri ; 3. Bang Cung ; 4. Thiep Nhut ; 5. Hatien ; 6. An Truong ; réseaux en construction 7. Cau An Ha ; 8. Long Vinh-Long Toan ; 9. Chaudoc-Longxuyen-Rachgia-Hatien ; réseaux en cours d'études 10. Quan Lo ; 11. Plaine des Jongs ; 12. Rachsoi-Bassac-Rachgia-Longxuyen ; 13. Rachsoi-Bassac-Chung-Bau.

**Cambodge** : réseaux en exploitation : 1. Bovel ; 2. Bannak ; 3. Stung Khya ; 4. Prey Nop ; 5. Takeo ; 6. Bat Rokar ; 7. Kompong Sleng ; 8. Koki Thom ; 9. Kompong Sne ; réseaux en construction 10. Siem Reap ; 11. Chœung Prey ; 12. Beng Khnor ; réseaux en cours d'études 13. Banan ; 14. Veal Samnap ; 15. Kompong Tram ; 16. Angkor Borey ; 17. Beng Thom.

vietnamiens. Ce qui leur aura manqué, ce sont les moyens politiques nécessaires pour mobiliser la paysannerie. Comment déplacer une partie des paysans vietnamiens du Nord vers l'*hinterland* montagneux et vers la vaste réserve de terres disponibles de la Cochinchine et du Cambodge qu'un auteur estime en 1937 à près de 1,2 million d'hectares, soit un « deuxième delta du fleuve Rouge<sup>92</sup> » ? La plupart des responsables de la colonisation, à l'exception d'économistes comme Paul Bernard, polytechnicien et homme d'affaires lucide, partagent l'opinion du juriste G. Khérian : l'action sur la natalité est impossible pour longtemps encore, seule la transmigration paysanne, stimulée par la distribution de terres préalablement aménagées, encadrée par des « animateurs de colonisation » recrutés parmi les notables, les mandarins et le clergé, conjuguée à une hausse des rendements agricoles, est concevable. « Si l'on désire véritablement décongestionner les agglomérations deltaïques, écrit G. Khérian, il est urgent d'adopter *une politique hardie de colonisation dirigée*, seul moyen de réaliser des déplacements massifs<sup>93</sup>. » De fait, l'administration encourage la petite colonisation familiale (arrêté du 6 mars 1936), crée le 28 décembre 1937 un Conseil supérieur de colonisation – mais il ne semble pas avoir été très actif –, prévoit d'ouvrir un « casier tonkinois » dans le delta du Mékong et installe un certain nombre de villages de colonisation dans la Haute région du Tonkin, mais tout cela sans grand succès.

Pour le géographe Pierre Gourou, en revanche, l'émigration paysanne vers le Sud n'offre qu'un exutoire temporaire étant donné la croissance démographique de la Cochinchine. « Le problème n'a pas de solution, écrit-il, si la population tonkinoise continue d'augmenter selon son rythme actuel. Le surpeuplement tonkinois pourra recevoir quelques adoucissements, d'abord de l'amélioration des rendements agricoles (sélection, engrais, hydraulique, techniques nouvelles), puis, dans une moindre mesure, de l'extension de l'artisanat et des industries, et, enfin, de l'émigration vers la Cochinchine mais aussi vers d'autres territoires indochinois<sup>94</sup>. » La stratégie paysanne ne pouvait de toute façon donner des résultats immédiats : elle supposait, outre d'énormes investissements, que la colonisation acquière une maîtrise suffisante du système technique, des pratiques culturelles, des structures foncières du village, qu'elle puisse s'appuyer sur une élite paysanne moderne totalement à constituer, qu'elle puisse en somme disposer de la longue durée. C'était vouloir lutter contre le temps. Car, dès les années trente, la course de vitesse entre le sous-développement rural et la politique paysanne du gouvernement général était engagée dans toute l'Indochine, et, dans le nord et le centre du Vietnam, l'irrésistible croissance de la population courait depuis longtemps devant le développement rural tardivement envisagé par les colonisateurs.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les deux traits marquants du capitalisme colonial sont bien, d'une part, la distorsion entre ses structures constitutives, la démographie et le devenir économique des

paysanneries colonisées, et, d'autre part, la permanence de ces structures, le refus de les changer, leur capacité à traverser fondamentalement intactes la Grande Dépression. Dans cette logique de la permanence et de la distorsion sont inscrites l'ampleur et la violence de la tragédie qui se prépare et dont le haut-commissaire Bollaert résumera le véritable enjeu en termes lapidaires quelques années plus tard : « Nous avons en Indochine des droits et de légitimes intérêts. Nous avons beaucoup semé et, nous n'avons pas honte de le dire, nous ne voulons pas être frustrés de la récolte<sup>95</sup>. »

## 6 / Les impasses du développement colonial

1. A la suite du livre de J.S. FURNIVALL, *Netherlands India. A Study of Plural Economy*, Cambridge, 1939.

2. J.C. SCOTT, *The Moral Economy of the Peasant, Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Londres, 1976 ; S.L. POPKIN, *The Rational Peasant. The Political Economy of Rural Society in Vietnam*, Berkeley, 1979.

3. Dans la ligne de bien des travaux antérieurs, tels ceux de VU QUOC THUC, *L'Économie communaliste au Vietnam*, Hanoi, 1951, et, dans un autre registre, l'ouvrage de P. MUS, *Vietnam. Sociologie d'une guerre*, Seuil, Paris, 1952.

4. Rapports du 17 juin 1937, CAOM, Indochine Nouveau Fonds, 2280.

5. Selon M. BASSENS, « Vietnam, a Reconstitution of its 20<sup>th</sup> Century Population History », in J.C. BASSINO, J.D. GIACOMETTI, Konosuke Odaka (eds), *Quantitative Economic History of Vietnam, 1900-1990. An International Workshop*, Hitotsubashi University, Institute of Economic Research, Tokyo, 1999, p. 10 ; la citation est de T. SMOLSKI, « Note sur le mouvement de la population en Indochine », *Bulletin économique de l'Indochine*, 1929.

6. P. GOUROU, *Les Paysans du delta Tonkinois*, Paris, 1936, p. 185.

7. Rapport annuel de l'Inspection générale de l'Hygiène et de la Santé, Marseille, 1939, Archives du Pharo ; « Les maladies pestilentielles observées dans les colonies françaises en 1939 », numéro spécial de *Médecine tropicale*, n° 6, 1941.

8. P. GOUROU, « La densité de population dans le delta du Tonkin », Congrès international de la population, Paris, t. VI.

9. T. SMOLSKI, « Les statistiques de la population indochinoise », Congrès international de la population, *op. cit.* La publication d'ensemble la plus récente est celle de NGUYEN SHUI MENG, *The Population of Indochina*, Singapour, 1974 mais elle n'utilise que les statistiques officielles sans les critiquer.

10. Selon NGUYEN THÉ ANH, « Quelques aspects économiques et sociaux du problème du riz au Vietnam dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Bulletin de la Société des Études Indochinoises*, Saigon, 1967, n<sup>os</sup> 1-2, et, du même auteur, « Monarchie et fait colonial au Viêt-Nam (1875-1925) », *op. cit.*, p. 17-20.

11. C. FOURNIAU, *les Contacts franco-vietnamiens en Annam et au Tonkin de 1885 à 1896*, thèse de doctorat d'État, université d'Aix-Marseille, 1983, dactylographiée, p. 2141-2150.

12. *Ibid.*, p. 2502-2503. L'un des premiers sondages démographiques est celui du Père CADIÈRE, « Documents relatifs à l'accroissement et à la composition de la population en Annam », *Revue indochinoise*, 1908, p. 303-321, 517-530, 650-653. H. BRENIER fait état des taux de natalité dans les villages des missions catholiques dans *Le Problème de la population dans les colonies françaises*, semaine sociale de Marseille, session de 1930, Lyon, 1930.

13. Ch. FOURNIAU, *op. cit.*, p. 2503, n. 1.

14. *Ibid.*

15. T. SMOLSKI, « Note sur le mouvement de la population en Indochine », *op. cit.*

16. Enquête du Dr Pierre CHESNEAU, citée par H. ULMER, « Quelques données démographiques sur les colonies françaises », Congrès international de la population, *op. cit.*



17. T. SMOLSKI, « Les statistiques de la population indochinoise », *op. cit.* ; voir également M. CHEVRY, « Naissances et décès dans la ville de Hanoi », *Bulletin économique de l'Indochine*, 1936 ; H. BRENIER, *Le Problème de la population dans les colonies françaises*, *op. cit.* ; P. GOUROU, *Les Paysans du delta tonkinois ; étude de géographie humaine*, Paris, 1936, II<sup>e</sup> partie, chap. 3 ; consulter aussi P. GOUROU, « La densité de population dans le delta du Tonkin », Congrès international de la population, *op. cit.*

18. *Annuaire statistiques de l'Indochine* ; M. CHEVRY, « Naissances et décès dans la ville de Hanoi », *op. cit.* Pour l'Annam, voir l'étude de NGUYEN THIEU LAU, « Introduction à l'étude démographique des plaines maritimes de l'Annam », *Bulletin de l'institut indochinois pour l'étude de l'homme*, 1941, p. 183-213.

19. M. CHEVRY, *op. cit.*

20. Dr CHESNEAU, « Natalité et mortalité infantile au Cammon (Laos), au Sud-Annam et au Nord-Annam », Congrès international de la population, *op. cit.*, et M. CHEVRY, « Naissances et décès dans la ville de Hanoi », *op. cit.*

21. A. REID, « The Population Growth and its Causes in Pre-colonial Southeast Asia », in G. OWEN (éd.), *Death and Diseases in Southeast Asia : Explorations in Social, Medical and Demographic History*, Singapour, 1987 ; Dr DARBES, « Accroissement apparent et réel de la population de Phnom Penh de 1931 à 1936 », Congrès international de la population, *op. cit.*

22. T. SMOLSKI et P. GOUROU, cf. références des notes 15 et 17 ; P. GOUROU, « La population rurale de la Cochinchine », *Annales de géographie*, janvier-mars 1942.

23. Rapport annuel de l'Inspection générale de l'Hygiène et de la santé, 1935, archives du Pharo, Marseille.

24. *Ibid.*, année 1939.

25. *Ibid.*

26. P. BLANCHARD DE LA BROSSE, « Rapport à la commission économique du Conseil supérieur de la France d'outre-mer », vers 1938, CAOM, Fonds du Comité central de la France d'outre-mer, 125.

27. Dr BUI KIEN TIN, *Le Médecin en face du problème démographique de l'Indochine*, Paris, 1940.

28. J. BOURGOIN, *Notes documentaires et études*, Paris, Présidence du Conseil, 21 janvier 1948.

29. Dr VANTALON, « Rapport sur la vaccination en Cochinchine pendant l'année 1880 », *Excursions et reconnaissances*, Saigon, 1881, p. 230.

30. *Ibid.*

31. L. MONNAIS-ROUSSELOT, *Médecine et colonisation. L'aventure indochinoise, 1860-1939*, Paris, CNRS Editions, 1999.

32. Dr GAIDE, *L'Assistance médicale et la protection de la santé publique*, volume publié pour l'Exposition coloniale internationale de 1931 par l'Inspection générale de services sanitaires et médicaux de l'Indochine, Hanoi, 1931 ; P. BERNARD, *Les Instituts Pasteur d'Indochine*, Saigon, 1922 ; H.H. MOLLARET et J. BROSSOLET, *Alexandre Yersin ou le vainqueur de la peste*, Fayard, Paris, 1985 ; P. PLUCHON, *Histoire des médecins et des pharmaciens de la Marine et des Colonies*, Toulouse, 1985 ; L. MONNAIS-ROUSSELOT, *Médecine et colonisation...*, *op. cit.*

33. Rapport annuel de l'Inspection générale de l'Hygiène et de la santé, 1939, Archives du Pharo, Marseille. Voir surtout l'excellent ouvrage de L. MONNAIS-ROUSSELOT, *Médecine et colonisation*, *op. cit.* ; voir également : médecin-colonel LE GALL, *La Situation sanitaire de l'Empire français pendant l'année 1940*, Paris, 1943 ; B. METRAL, *La politique de santé en Cochinchine de 1858 à 1930*, mémoire de maîtrise, université Paris-VII, deux vol., 1990 ; C. LOUVET, *Population et santé. L'action sanitaire française et les enjeux démographiques en Indochine, 1890-1940*, mémoire de maîtrise, université Paris-VII, 1990 ; L. MONNAIS, « La variole et la vaccine en Indochine française (1860-1939) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 4<sup>e</sup> trim. 1995 ; A. GUENEL, « Lutte contre la variole en Indochine : variolisation contre vaccination » in *History and Philosophy of the Life Sciences*, n<sup>o</sup> 17, 1995.

34. « Les maladies pestilentiennes observées dans les colonies françaises en 1939 », *op. cit.* ; voir essentiellement L. MONNAIS-ROUSSELOT, *Médecine et colonisation*, *op. cit.*

35. *Ibid.*

36. Rapport annuel de l'Inspection générale de l'Hygiène et de la Santé, 1939, Archives du Pharo, Marseille.

37. *Ibid.*, année 1932.
38. Y. HENRY, *Économie agricole de l'Indochine*, Hanoi, 1932 ; R. DUMONT, *La Culture du riz dans les deltas du Tonkin*, Paris, 1935 ; P. GOUROU, *Les Paysans du delta tonkinois*, Paris 1936, et *L'Utilisation du sol en Indochine française*, Paris 1940.
39. Discours d'inauguration de l'Office indochinois du riz, Hanoi, 1931.
40. T. SMOLSKI, « Les statistiques de la population indochinoise », *op. cit.*
41. Voir l'excellente étude de D. VESIN, *Histoire du fleuve Rouge. Gestion et aménagement d'un système hydraulique au Tonkin des années 1890 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise d'histoire, université de Paris-VII, 2 vol., 1992.
42. *Ibid.*, p. 27 et sq., 68 et sq.
43. Rapport du gouverneur général Brévié au ministre des Colonies le 19 novembre 1937, CAOM, Fonds des Travaux publics, 907 ; D. VESIN, *Histoire du fleuve Rouge...*, *op. cit.*
44. J. GAUTHIER, *Les Dignes du Tonkin*, Hanoi, 1916.
45. M. PEYTAVIN, *Rapport sur la crue du fleuve Rouge*, Hanoi, 1916.
46. A. POUYANNE, *L'Hydraulique agricole au Tonkin*, Hanoi, p. 26, et Commissariat général au Plan, sous-commission de l'Indochine, *L'Hydraulique agricole en Indochine*, CAOM, Affaires économiques, 577.
47. D. VESIN, *Histoire du fleuve Rouge...*, *op. cit.*, p. 125-130.
48. Ch. ROBEQUAIN, *L'Évolution économique de l'Indochine française*, Paris, 1939, p. 70.
49. G. KHÉRIAN, « Le problème démographique indochinois », *Revue indochinoise juridique et économique*, Hanoi, 1937 ; du même auteur, « Les méfaits de la surpopulation deltaïque », *ibid.*, 1938.
50. CH. FOURNIAU, *Les Contacts franco-vietnamiens*, *op. cit.*, p. 341.
51. A. POUYANNE, *L'Hydraulique agricole au Tonkin*, *op. cit.*, p. 121.
52. Y. HENRY et M. DEVISME, *Documents de démographie et de riziculture*, Hanoi, 1928, p. 49.
53. HO DAC KHAI, « Contribution à l'étude de la colonisation annamite », *Revue indochinoise juridique et économique*, 1938.
54. Ch. ROBEQUAIN, *L'Évolution économique de l'Indochine française*, *op. cit.*, p. 271.
55. *Bulletin économique de l'Indochine*, 1939, n° 1.
56. Y. HENRY, *Économie agricole de l'Indochine*, *op. cit.*, p. 66-113, 152-195, et P. GOUROU, *L'Utilisation du sol en Indochine française*, *op. cit.*, p. 227-239, 272-283, 305-307.
57. P. GOUROU, *L'Utilisation du sol en Indochine française*, *op. cit.*, p. 230 et sq.
58. G. KHÉRIAN, « Les méfaits de la surpopulation deltaïque », *op. cit.*
59. C. GEERTZ, *Agricultural Involution. The Process of Ecological Change in Indonesia*, Berkeley, 1963.
60. Y. HENRY et M. DEVISME, *op. cit.*, p. 32. Voir également P. BERNARD, *L'Indochine et la crise. Le problème du riz*, Paris, 1936.
61. Rapport de la Délégation de l'Indochine française à la Conférence d'hygiène rurale des pays d'Orient (août 1927), cité par BOTREAU-ROUSSEL, « Note sur l'alimentation du paysan du delta tonkinois et des améliorations qu'il est possible de lui apporter », *Bulletin de l'Institut indochinois pour l'étude de l'homme*, 1942, V-1, p. 59-66.
62. R. THOMAS, *L'évolution économique du Cambodge, 1900-1940*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, université Paris-VII, 1978, dactylographiée, p. 45.
63. Cf. P. BROCHEUX, « The State and the 1930's Depression in French Indochina » et I. NØRDLUND, « Rice and the Colonial Lobby. The Economic Crisis in French, Indo-China in the 1920's and 1930's », in P. BOOMGAARD et I. BROWN (eds), *Weathering the Storm. The Economies of Southeast Asia in the 1930's Depression*, Singapour, 2000, p. 252-270.
64. Ch. ROBEQUAIN, *L'Évolution économique de l'Indochine française*, *op. cit.*, p. 186.
65. *Le Financement public de l'équipement des colonies*, CAOM, Affaires politiques, 2640.
66. P. BLANCHARD DE LA BROUSSE, *L'Indochine et la Crise*, Institut colonial international, XXII<sup>e</sup> session, Lisbonne, 1937, p. 257.
67. P. BROCHEUX, « Crise économique et société en Indochine française », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, t. LXIII, n<sup>os</sup> 232-233, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 1976.
68. Y. PÉGOURIER, *Le Marché du riz d'Indochine*, Paris, 1936, p. 17.

69. P. ESTÈBE, *Le Problème du riz en Indochine*, Paris, 1934, p. 165.
70. Commission monétaire indochinoise, rapport d'avril 1934, p. 3
71. Selon M. MEULEAU (*Des pionniers en Extrême-Orient. Histoire de la Banque de l'Indochine, op. cit.*), vingt-sept sociétés indochinoises sont entrées dans le porte-feuille de la Banque entre 1930 et 1937. Voir les rapports de G. LASSERRE sur *Les Banques coloniales*, CAOM, Affaires économiques, 190 (B), rédigé en 1938 et sur *Les Banques en Indochine*, CAOM, Affaires économiques, 598, rédigé en 1945.
72. *Ibid.*
73. *Ibid.*
74. Rapport de G. LASSERRE sur *Les Banques coloniales, op. cit.*
75. P. BROCHEUX, « The State and the 1930's Depression in French Indochina », *op. cit.*
76. J. MARSEILLE, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Albin Michel, Paris, 1984, chap. XII et VIII.
77. P. BROCHEUX, *Crise économique et société...*, *op. cit.*, et « The State and the 1930's Depression in French Indochina », *op. cit.*
78. Y. PÉGOURIER, *Le Marché du riz d'Indochine, op. cit.*
79. P. BROCHEUX, *Crise économique et société...*, *op. cit.*
80. Ch. ROBEQUAIN, *L'Évolution économique et l'Indochine française, op. cit.* ; P. GOUROU, *Les Paysans du delta tonkinois, op. cit.*, et *L'Utilisation du sol en Indochine française, op. cit.* ; R. DUMONT, *La Culture du riz dans le delta du Tonkin, op. cit.* ; P. BERNARD, *Le Problème économique indochinois*, Paris, 1934, et *Nouveaux aspects du problème économique indochinois*, Paris, 1937 ; P. BOUVIER, *La Misère du paysan tonkinois*, Paris, 1937.
81. Exposé de J. BOURGOIN devant le Comité économique de l'Indochine, Dalat, novembre 1947, *Notes documentaires et Études*, 21 janvier 1948.
82. NGUYEN VAN HUYEN, « Le Problème de la paysannerie annamite au Tonkin » *Est*, Hanoi, février 1939.
83. NGUYEN VAN HUYEN, *Recherches sur la commune annamite*, communications faites à l'Institut indochinois pour l'étude de l'homme, Hanoi, 1939.
84. Cité par D. HÉMERY, « Aux origines des guerres d'indépendance vietnamiennes. Pourvoir colonial et phénomène communiste en Indochine avant la Seconde Guerre mondiale », *Le Mouvement social*, octobre-décembre 1977.
85. G. HARMAND, *Domination et colonisation*, Paris, 1910, p. 150.
86. P. BLANCHARD DE LA BROSSE, « Rapport à la commission économique du Conseil supérieur de la France d'outre-mer », *op. cit.*
87. Rapport du secrétaire d'État aux Colonies, 1941, CAOM, Affaires politiques, 2681.
88. D. VESIN, *Histoire du fleuve Rouge...*, *op. cit.*, p. 243-244.
89. *Ibid.*
90. Cité par G. KHÉRIAN, « Les méfaits de la surpopulation deltaïque au Tonkin », *op. cit.* Voir également J. BRÉVIE, *Le Déblocement des régions surpeuplées d'Indochine*, Société belge d'études et d'expansion, décembre 1938, et A. LOTZER, *La Surpopulation du Tonkin et du Nord-Annam. Ses rapports avec la colonisation de la péninsule indochinoise*, Hanoi, 1941.
91. Discours du gouverneur général Brévié devant le Conseil supérieur de colonisation, 30 juin 1938, *Bulletin de l'ARIP*, 1<sup>er</sup> juillet 1938.
92. G. KHÉRIAN, « Les méfaits de la surpopulation deltaïque au Tonkin », *op. cit.*
93. *Ibid.*
94. P. GOUROU, *L'Utilisation du sol en Indochine française, op. cit.*, p. 148.
95. Discours du haut commissaire Bollaert lors de sa prise de fonctions, cité par A. LAURENT, *La Banque de l'Indochine et la piastre*, Éditions des Deux-Rives, Paris, 1954, p. 25.